

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



***CUBA, UN ENJEU D'ACTUALITE
POUR LES ETATS-UNIS ?***

Mémoire de géopolitique

Du chef d'escadron Guillaume de BELVATA BALASY

Dans le cadre du séminaire « Géopolitique des États-Unis »

Directeur de séminaire:

Professeur KESSLER Nicolas

12 mars 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Cuba, un enjeu d'actualité pour les Etats-Unis ?
2. 2007_memoire_geop_antagonisme Etats-Unis-Cuba
3. Chef d'escadron, armée de Terre, de BELVATA BALASY guillaume, France
4. 12 mars 2007
5. Division C – groupe C4
6. Les Etats-Unis et Cuba entretiennent un antagonisme depuis plus de quarante ans. L'embargo décrété à l'égard de Cuba et la spécificité du régime de Fidel Castro semblent maintenir la situation dans un immobilisme permanent. Pourtant, depuis la fin de la Guerre froide, il est utile de s'interroger afin de savoir si Cuba représente toujours un enjeu de valeur pour les Etats-Unis et de ce fait si Washington maintient la politique adéquate pour conserver ses acquis dans la région. L'origine de la relation entre les deux pays motivée par des intérêts variés du côté américain confirme actuellement au travers de la politique étrangère de Washington le besoin de cerner au mieux les tenants et les aboutissants de la transition politique de l'après-Castro. Au-delà des décisions conjoncturelles de nature socio-économique, il semble que la stratégie nord-américaine devrait adopter une ligne politique plus souple et faire preuve d'ouverture au risque de voir décliner leur influence économique. En atténuant le critère idéologique tout en apaisant les passions dans le débat, la nouvelle majorité démocrate issue des élections d'octobre 2006 à la chambre des Représentants et au Sénat pourrait sensiblement modifier la posture diplomatique américaine. La rigidité actuelle ne fait d'ailleurs plus l'unanimité à l'intérieur du pays et risquerait de ternir encore un peu plus l'image des Etats-Unis dans les Caraïbes ainsi qu'en Amérique latine. Ces derniers, saisiront-ils la main tendue par Raul Castro en décembre 2006 lors de célébrations officielles ? Si Washington souhaite un changement de régime, une nouvelle orientation stratégique et diplomatique s'impose donc à moyen terme afin de pouvoir saisir les dividendes politiques et économiques de la transition.
7. Hégémonie-intérêt-révolution-castrisme-embargo-subversion-alternative

SYNTHESE DE MEMOIRE

INTRODUCTION

L'antagonisme entre les Etats-Unis et Cuba se trouve au croisement des passions idéologiques. Qui de Fidel Castro ou des Etats-Unis, parviendront à imposer leur vision aux cubains à l'heure officielle de la succession ?

La politique américaine à l'égard de Cuba demeure complexe car derrière l'unilatéralisme conduit par l'administration Bush, des intérêts et des divergences persistent tant au sein de l'opinion américaine que sur la scène internationale. Il est essentiel de comprendre de quelle manière les Etats-Unis ont élaboré leur politique vis-à-vis de la région, d'examiner les choix qui ont déterminé les décisions stratégiques, militaires et économiques et de se demander si la posture américaine est réellement adaptée à la transition politique cubaine.

L'attitude des Etats-Unis semble révéler combien ils souhaiteraient dans la conjoncture actuelle préserver une transition politique nette avec le régime castriste mais de préférence en douceur à Cuba. Cette stratégie garantirait en effet un développement de la démocratie selon leur conception, en préservant toutefois la stabilité régionale, qui protégerait du même coup leurs investissements futurs.

Il convient tout d'abord d'étudier les fondements de la relation entre les deux Etats, puis de comprendre les intérêts récurrents dominant la politique étrangère des Etats-Unis. Enfin dans cette période de transition, il sera plus aisé de saisir les inquiétudes de Washington et les difficultés d'ajustement nécessaire de la posture du gouvernement actuel.

1. LES FONDEMENTS D'UNE RELATION

Les paramètres géographiques, historiques et culturels permettent de mieux comprendre les causes de l'antagonisme entre les deux pays.

1.1. Des origines géographiques et doctrinales...

La position de Cuba a fortement marqué la pensée géopolitique américaine, conduisant naturellement les Etats-Unis à accroître leur influence. En effet l'indéniable proximité géographique entre les deux nations fut un élément crucial dans l'élaboration d'une vision politique globale des Etats-Unis dans les Caraïbes. L'insularité de Cuba joue en effet rôle géopolitique important car elle renforce l'unicité de l'archipel. De là découlent des enjeux et des perceptions de menaces réciproques. En outre l'interventionnisme américain fut préparé par un désir d'annexion rendu possible par la mise en œuvre d'une politique volontariste. En effet, les enjeux militaires et politiques ont placé Cuba au centre de la question caribéenne. L'amiral Alfred Thayer Mahan joua un rôle fondamental dans l'extension de la politique d'influence des Etats-Unis. Cuba se situe en effet au sein de la méditerranée américaine. Depuis le XIX^{ème} siècle, sous couvert de permettre le développement des institutions démocratiques, Cuba a vu son destin républicain compromis par le désir de Washington d'exercer son contrôle et de soumettre cette zone non seulement à ses exigences économiques mais aussi à son influence culturelle.

1.2. ...à une préoccupation sécuritaire récurrente

Sans jamais perdre de vue leurs intérêts stratégiques et économiques, l'adaptation de la politique étrangère américaine au contexte régional révèle le caractère pragmatique et parfois idéologique de celle-ci. Les analyses politiques avancées par les différents gouvernements américains montrent que si les moyens employés pour sécuriser la région ont pu varier en fonction

des stratégies successives, il n'en demeure pas moins que la présence américaine n'a jamais été remise en question avant la révolution castriste survenue en 1959. En effet jusqu'à l'arrivée du président Franklin D. Roosevelt en 1933, Cuba dépassait déjà la simple question du lien économique car l'île conditionnait le rôle des Etats-Unis dans une région qui devenait la clef stratégique de l'Amérique centrale. Mais la nouvelle politique étrangère du « bon voisinage » fut un revirement de la politique américaine. Elle remettait en cause le droit à intervenir militairement afin de protéger les intérêts économiques américains qui constituaient le pivot central de la politique étrangère dans la région. Cependant, la non-ingérence à Cuba n'avait jamais vraiment existé. Elle céda la place dans les années cinquante à une politique de lutte anticommuniste qui fut détournée par les gouvernements en place afin de se maintenir au pouvoir et faire échouer toute opposition. Cependant le triomphe de la révolution à Cuba en 1959 écarta soudainement les Etats-Unis du processus gouvernemental. Pour la première fois, l'hégémonie américaine fut sérieusement ébranlée. De ce fait, le président Eisenhower décréta un embargo contre la révolution de Fidel Castro. Dans cet affrontement idéologique, Kennedy s'opposa en 1962 à l'installation de missiles nucléaires sur l'île.

Le monde avait donc les yeux rivés sur la petite île communiste qui révélait dans son paroxysme l'enjeu stratégique que représentait Cuba pour les Etats-Unis au travers du combat entre deux superpuissances.

2. DES INTERETS CONJONCTURELS QUI PERDURENT

Les intérêts conjoncturels délimitent le champ d'action de la politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de Cuba, en révélant parfois leurs contradictions.

2.1. Des enjeux socio-économiques...

Les Etats-Unis voient un marché cubain à saisir tout en gérant des flux migratoires dont les causes sont d'ordre politique et économique. Les Etats-Unis sont depuis 2003 les plus importants fournisseurs de l'île castriste. Mais avec une croissance de 13% par an, le tourisme est le cœur de l'économie cubaine. De surcroît, de grandes entreprises pétrolières cherchent à pouvoir signer avec Cuba des contrats d'explorations dans le Golfe du Mexique. La politique américaine a conduit aussi à mener une politique de contrôle des migrations dont les origines ont été politiques et économiques. D'ailleurs une gestion des flux en provenance de Cuba prit un enjeu considérable dès l'avènement de Fidel Castro. Aujourd'hui, le transfert de fonds des exilés cubains demeure la première source de revenus. Le flux des migrations cubaines s'expliquent par des liens économiques mais aussi sociaux et politiques. Enfin hormis la constance de l'anticommunisme, la politique américaine est soumise aussi à des pressions de lobbying comme celui de l'agriculture ou bien de la forte minorité cubaine installée en Floride.

2.2. ...à la justification de la politique étrangère actuelle

Préférant les techniques de « subversion » à l'affrontement direct, la politique actuelle semble être remise en cause. Celle-ci renforce plutôt la résistance cubaine et ne satisfait plus vraiment les aspirations internes américaines. Mise à part la présidence de Jimmy Carter et celle de Bill Clinton, la politique conduite par les Etats-Unis se résume à une confrontation ouverte avec l'île. Couvrant des aspects aussi bien économiques que politiques, cette stratégie d'affrontement direct est principalement axée autour d'un seul et même dessein : isoler le castrisme du reste du monde dans l'espoir de le voir s'effondrer. Qualifiant le régime de totalitaire et de tyrannique, les Etats-Unis n'hésitent pas à présenter le castrisme comme un membre actif de « l'axe du mal » ainsi défini par l'administration Bush après les attentats contre le World Trade Center. Mais si l'isolement économique et diplomatique reste un des axes principaux autour duquel s'organise la stratégie des

Etats-Unis, un changement de tactique s'est avéré indispensable à la bonne continuation de la tentative de mise en quarantaine du pouvoir cubain. Ils ont préféré mettre en œuvre une forme de « guerre d'usure ». Celle-ci repose de plus en plus sur les dissidents de l'île, privilégiant une politique indirecte, mais toujours agressive. Mais la stratégie d'affrontement cristallisée autour du maintien en vigueur de l'embargo pâtit du manque de résultats. L'embargo fait face à des contestations d'origines diverses : administration cubaine, société internationale, associations de défense des droits de l'homme ou mouvement religieux.

La politique actuelle devient donc de plus en plus contradictoire oscillant entre morale et réalité économique, entre idéologie et pragmatisme. Cette politique étrangère rigide voire obsessionnelle nourrit le jeu du régime de Castro, lui conférant un statut spécial lui permettant de s'immuniser contre les critiques diverses. L'état de siège permanent semble maintenir en fait la population autour de son chef de guerre.

3. INQUIETUDE FACE A UNE TRANSITION INCERTAINE

Sans réelle remise en question de sa stratégie actuelle, la transition politique en cours replace Cuba sur l'échiquier des intérêts régionaux des Etats-Unis.

3.1. Une volonté d'éviter le chaos...

Cuba reste toujours dans le premier cercle d'influence géostratégique des Etats-Unis. Le « Quadriennal Defense Review Report 2006 » stipule le regain d'intérêts des Etats-Unis pour l'Amérique latine. La notion de base militaire est récurrente dans la stratégie américaine maritime des Etats-Unis. Guantanamo demeure un pivot du déploiement des forces américaines dans les Caraïbes. Devenu aujourd'hui un enjeu politique, ce site est sensible à cause de la détention des suspects terroristes et des combattants talibans capturés en Afghanistan. Mais au-delà du volet militaire, les Etats-Unis n'en sont pas moins dotés d'une stratégie politique afin d'anticiper l'après-Castro. En 2004, Washington n'a pas hésité à faire connaître sa stratégie pour une transition démocratique à Cuba. Dans un document intitulé « *Hastening Cuba's transition* », l'administration Bush vise à entraver la succession mise en place par le régime, tout particulièrement le passage du bâton à Raul Castro. Mais l'armée préoccupée par le risque d'un exode massif de réfugiés cubains s'intéresse aussi aux plans de l'administration pour l'après-Castro. Les autorités militaires, au vu des budgets limités se demandent si la Maison Blanche est réellement déterminée à réaliser cette mission. Dans une réflexion globale à l'échelle de l'Amérique latine et centrale, les Etats-Unis ont toujours été tentés par une idée d'intégration continentale qui serait en fait un panaméricanisme à tendance sécuritaire ou économique. Ils ont favorisé depuis les années 90 un regroupement régional : l'ALENA. Les Etats-Unis veulent promouvoir ainsi à une échelle supérieure une zone de libre échange bi-hémisphérique : la ZLEA. Mais Cuba semble se rapprocher de pays aux initiatives indépendantes comme le Venezuela ou la Bolivie. Cependant, l'issue de la transition politique à Cuba pourrait non seulement permettre aux Etats-Unis de récupérer un marché régional mais aussi de renforcer leur dessein géopolitique en intégrant à terme l'archipel dans la ZLEA. L'île deviendrait donc un enjeu contemporain de l'intégration autour de laquelle s'affronteraient les rivalités et les recherches d'un leadership régional.

3.2. ...face à des perspectives variées.

La politique étrangère américaine doit nécessairement appréhender les orientations internes qui divergeraient des planifications de Washington. Les experts tentent de prévoir l'après-Castro, un exercice rendu aléatoire en raison de l'opacité des jeux de pouvoir à La Havane et de la volonté des Etats-Unis de guider fermement la transition cubaine. Toutefois, depuis la dernière hospitalisation de Fidel Castro, les observateurs tablent plutôt sur la remise du pouvoir à Raul Castro. La politique

de celui-ci reposerait sur une direction plus collégiale du pays sous tutelle. Paraissant plus pragmatique, il orienterait probablement le pays vers un modèle chinois, soit une introduction de réformes économiques sous la conduite du parti communiste mais sans relâchement de l'autoritarisme étatique. La variété des scénarios représente un paramètre non négligeable pour les Etats-Unis qui prôneraient une transition favorisant la stabilité régionale et la démocratie. Les Etats-Unis pourraient tenir compte dans leur stratégie de la vision de l'Europe, autre acteur d'influence à l'égard de Cuba. En menant tous les deux une politique commune cohérente, ils pourraient chercher à renforcer les modérés à l'intérieur du pays. Cette politique stimulerait le développement d'une transition en encourageant la réconciliation entre les cubains. La politique étrangère des Etats-Unis devrait donc changer de profil. Elle pourrait mieux intégrer le choix cubain et faire preuve de plus d'ouverture en tenant compte de la diversité des sensibilités internes. En effet Washington sous-estimerait l'image néfaste transmise par leur politique d'ingérence qui aggrave la dépendance et le ressentiment au sein de la population cubaine. Les manœuvres de Washington semblent renforcer le pouvoir de Castro. En se soustrayant ainsi à l'influence des politiques extrêmes et en évitant de susciter une crise majeure, les Etats-Unis saisiraient l'opportunité d'ouverture par le biais du pragmatisme de Raul Castro. En situation d'attente, le gouvernement nord-américain serait dans la possibilité de relancer un dialogue prudent afin de profiter des dividendes de la transition. Ce dernier pourrait s'établir sur des sujets convergents comme l'immigration, la recherche de fugitifs par la justice ou l'impact écologique de la recherche pétrolière.

Mais les changements risquent de se produire lentement, notamment dans l'instauration d'une démocratie authentique. Ils seront avant tout le fruit d'un processus interne et pas d'une recette imposée de l'extérieure.

CONCLUSION

Les fondements géographiques, historiques et culturels ont toujours déterminé l'intérêt des Etats-Unis pour Cuba. Washington n'a jamais perdu de vue les enjeux stratégiques et économiques de l'île. Influencées par des facteurs idéologiques ou des pressions internes, les contradictions de la politique américaine n'en cachent pas moins le caractère intéressé de Washington à l'égard de Cuba. L'occupation au début du XXème siècle, la guerre froide, les opérations de déstabilisation ou de subversion révèlent combien les Etats-Unis recherchent l'attitude adéquate face à l'évolution particulièrement singulière de l'île afin de préserver leur pré-carré d'influence.

Maintenir une hégémonie en conservant la stabilité régionale demeure un objectif crucial. L'intérêt ne fait d'ailleurs que s'accroître dans cette période de transition, obligeant le gouvernement américain à s'interroger sur la poursuite du maintien de l'embargo et de la meilleure posture à adopter à l'égard de Raul Castro. Sans perdre la face, la réussite politique américaine résiderait dans une présence mesurée et acceptée afin de se garantir les dividendes de la transition en cours.

En effet bien que la prépondérance des Etats-Unis soit réelle, la victoire démocrate aux élections d'octobre 2006 et la main tendue de Raul Castro pourraient à court terme infléchir la stratégie américaine dans le processus politique. En effet, à un moment où plus de la moitié de l'Amérique latine se rapproche idéologiquement de La Havane, il est peu probable qu'une démocratie libérale à l'américaine s'installe à Cuba. Un assouplissement de la position américaine serait par conséquent pertinent. Les Etats-Unis tiendraient compte d'une part de la réalité politique selon laquelle les cubains seraient les acteurs de la transition, et non pas Washington ou Miami. Mais ce fléchissement politique n'en empêcherait pas moins Washington de saisir les opportunités économiques car Raul Castro sait que le socialisme ne survivra pas en l'état à son père fondateur et que le pays devra s'ouvrir pour stimuler une économie en difficulté. Pour mener en fait à bien pacifiquement cette transformation, ce dernier aura en effet besoin, lui aussi, en ne perdant pas de vue la levée à terme de l'embargo, de normaliser ses relations avec les Etats-Unis.

Cuba, un enjeu d'actualité pour les Etats-Unis?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE: LES FONDEMENTS D'UNE RELATION

Des origines géographiques et doctrinales...

à une préoccupation sécuritaire récurrente

DEUXIÈME PARTIE: DES INTERÊTS CONJONCTURELS QUI PERDURENT

Des facteurs socio-économiques sous-jacents...

à la justification d'une politique étrangère actuelle.

TROISIÈME PARTIE: LES INQUIETUDES FACE A UNE TRANSITION POLITIQUE INCERTAINE

D'une volonté d'éviter le chaos...

à la nécessité de tenir compte des perspectives variées.

INTRODUCTION

L'antagonisme entre les Etats-Unis et Cuba se trouve au croisement des passions idéologiques. Comment expliquer que la petite île des Caraïbes puisse encore faire peur à la principale puissance de la planète dont les côtes ne sont distantes que de 150 kilomètres. Il semble que ce soit pour le contrôle de la population cubaine et la mainmise sur les richesses économiques que se battent encore les anciens ennemis de la guerre froide. Dans ce conflit aux spécificités uniques, deux interrogations comptent : quelles sont les motivations des Etats-Unis à vouloir s'acharner sur Cuba ? Qui de Fidel Castro¹ ou des Etats-Unis, parviendront à imposer leur vision aux cubains, à l'heure officielle de la succession ?

La politique américaine à l'égard de Cuba demeure complexe car derrière l'unilatéralisme conduit par l'administration Bush, des intérêts et des divergences persistent tant au sein de l'opinion américaine que sur la scène internationale. Le dernier vote à l'ONU sur une résolution réclamant la levée de l'embargo a confirmé l'isolement des Etats-Unis sur cette question. 184 pays se sont prononcés pour la levée, seulement quatre contre. Il est ainsi essentiel de comprendre de quelle manière les Etats-Unis ont élaboré leur politique étrangère vis-à-vis de la région, d'examiner les choix politiques qui ont déterminé les décisions militaires et économiques, et de se demander ultérieurement si la posture américaine est réellement adaptée à la transition politique cubaine qui s'opère.

En effet l'aggravation de l'état de santé de Fidel Castro voire de son décès prochain, la mise en avant de son frère Raul et les attentes d'un peuple pourraient en apparence conduire les Etats-Unis dans la précipitation à faire preuve d'une ingérence maladroite et de ne pas profiter de ce fait des dividendes de la transition.

Cependant en arrière plan, l'attitude des Etats-Unis semble révéler combien ils souhaiteraient dans la conjoncture actuelle préserver une transition politique nette avec le régime castriste mais de préférence en douceur à Cuba. Cette stratégie garantirait en effet un développement de la démocratie selon leur conception en préservant toutefois la stabilité régionale qui protégerait du même coup leurs investissements futurs.

Afin d'étudier au mieux ce face à face, il conviendra tout d'abord de cerner les fondements de la relation des Etats-Unis avec Cuba à l'origine de certains traits de l'actuelle diplomatie nord-américaine. Il sera ensuite plus aisé de comprendre les intérêts récurrents dominant la politique étrangère des Etats-Unis. Enfin dans cette période de transition à Cuba, il sera alors possible de mieux saisir les inquiétudes de Washington et les difficultés d'ajustement nécessaire de la posture du gouvernement actuel.

¹ Et actuellement de son frère au pouvoir par intérim.

PARTIE 1 : LES FONDEMENTS D'UNE RELATION

Les paramètres géographiques, historiques et culturels permettent de mieux comprendre les causes de l'antagonisme entre les deux pays.

I DES ORIGINES GEOGRAPHIQUES ET DOCTRINALES

La position de Cuba a fortement marqué la pensée géopolitique américaine, conduisant naturellement les Etats-Unis à accroître leur influence.

1 Proximité et insularité : une spécificité géographique

Il est possible d'envisager selon plusieurs angles les très complexes et anciennes relations existantes entre les Etats-Unis et l'île de Cuba depuis la fin du XVIIIème siècle. L'indéniable proximité géographique entre les deux pays fut un élément crucial dans l'élaboration d'une vision politique globale des Etats-Unis dans les Caraïbes.

Forte de plus de onze millions d'habitants Cuba ne se trouve qu'à une centaine de kilomètres des côtes d'Amérique du Nord. Son insularité joue un rôle géopolitique important car elle contribue à renforcer l'unicité de l'archipel. L'ensemble d'îles et ilots de peu d'importance qui entourent Cuba sont totalement intégrés, contrôlés et structurés autour de l'île centrale et de La Havane. Utopie inspirée de Thomas More, la mer devient un principe unificateur qui isole et protège au milieu de la « Méditerranée américaine ». Cette analyse géographique permet ainsi de mieux comprendre la résistance du régime de Castro aux pressions américaines¹. De plus, selon le géographe Yves Lacoste, une rivalité existe en fonction de la « représentation », c'est-à-dire de la perception qu'un Etat peut avoir du territoire, le sien et celui des autres Etats. Les Etats reposent donc sur des territoires ayant une signification particulière en fonction de leur propre « psychologie ». Ces territoires représenteraient pour « la conscience politique, une valeur émotionnelle collective, d'ordre national, ethnique ou religieux ² ». De là découlent des enjeux, des perceptions de menace tant pour Cuba que les Etats-Unis.

Ainsi la vision d'une région proche en conformité avec la société américaine ne saurait s'extraire de la sphère d'influence des Etats-Unis. John Quincy Adams³ avançait la théorie de la gravitation politique selon laquelle Cuba s'inscrivait dans un processus idéologique fortement ancré dans la proximité géographique des Etats-Unis. Elle présupposait que l'attrait des institutions et du système politique de la nation américaine avec ses notions de liberté et de démocratie, était tel

¹ D'après « Cuba géopolitique de l'utopie » : *Annuaire français des relations internationales (AFRI)*

² Aymeric Chauprade et François Thuau, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipse, 1998

³ Le sixième Président des Etats-Unis de 1825 à 1829.

que Cuba ne pouvait que tôt ou tard le faire sien. Quincy Adams considérait ce rapprochement gravitationnel comme faisant partie d'un processus naturel qui ne dépendait pas des politiques étrangères. Il associait Cuba à « un objet d'importance transcendante pour les intérêts commerciaux et politiques de l'Union ». Toutefois le critère géographique ne saurait à lui seul rendre compte des prises de décisions d'ordre politique qui ont affecté les deux gouvernements respectifs et les populations locales.

2 Le verrouillage progressif des Caraïbes

L'interventionnisme américain à l'égard de Cuba fut préparé par un désir d'annexion clairement défini, lui-même rendu possible par la mise en œuvre d'une politique étrangère volontariste. La proximité de Cuba avec les Etats-Unis, son rôle majeur dans la protection des principales routes maritimes de la mer des Caraïbes et du golfe du Mexique, ont fait de l'île une extension logique de la nation américaine avant même que la péninsule de la Floride, encore possession espagnole, ne soit entièrement annexée en 1821 par James Monroe, alors président du pays (1817-1825). Les enjeux militaires et politiques placèrent Cuba au centre de la question caribéenne.

En effet Cuba a toujours été une préoccupation des Etats-Unis. Thomas Jefferson¹ évoquait l'importance de l'archipel des Caraïbes encore sous domination espagnole. Il considérait que « la possession de l'île était nécessaire pour assurer la défense de la Louisiane et de la Floride car elle était la clé du golfe du Mexique. La conquête [en] serait facile » En 1809, il écrivait dans une lettre à James Madison² : « Je confesse de manière candide que Cuba serait l'addition la plus intéressante à notre système d'Etat ».

Ainsi après l'écroulement de l'empire de Napoléon naissait la doctrine Monroe en 1823 qui stipulait que les Etats-Unis ne sauraient accepter l'intervention de l'Europe dans les affaires de l'hémisphère américain. Elle permettait aux Etats-Unis d'affirmer son influence sur le continent sans immixtion européenne. Pilier fondateur de la politique étrangère américaine, il est difficile de ne pas entrevoir une tendance à l'hégémonie qui sera d'ailleurs adaptée par un élargissement de son concept avec le corollaire Roosevelt.

De plus la publication, en 1890, de l'ouvrage de l'amiral Alfred Thayer Mahan (1840-1914) « *The Influence of Sea Power Upon History* », joua un rôle fondamental dans l'avènement de l'Amérique impérialiste et de l'extension de la politique d'influence de cette dernière dans les caraïbes. La guerre de Sécession avait montré l'importance d'un dispositif naval puissant qui non

¹ Le troisième président des Etats-Unis de 1801 à 1809

² Le quatrième président des Etats-Unis de 1809 à 1817

seulement était susceptible de défendre les côtes mais pouvait en outre être le garant de la supériorité militaire à l'égard des territoires et archipels voisins. Ses théories étaient autant celles d'un stratège naval que d'un théoricien du mercantilisme. La montée en puissance de l'économie américaine était soumise à des conditions. Il appartenait en effet au gouvernement de proposer une infrastructure industrielle nationale capable de soutenir la concurrence internationale et de créer les marchés requis. La nation devait pour cela repousser ses frontières et en créer de nouvelles, impliquant l'ouverture des espaces maritimes et leur sécurisation. Les océans, jusqu'alors considérés comme des obstacles, devenaient une voie de communication privilégiée qu'une marine marchande, sous la protection de navires de guerre, pourrait emprunter afin d'acheminer les matières premières nécessaires à l'industrie américaine.

3 Un destin cubain compromis

Soumis à une influence globale, Cuba se situe en effet au sein de la « Méditerranée américaine ». Depuis le XIX^{ème} siècle, sous couvert de permettre le développement des institutions démocratiques, Cuba a vu son destin républicain compromis par le désir de Washington d'exercer son contrôle et de soumettre cette zone non seulement à ses exigences économiques mais aussi à son influence culturelle.

Les facteurs économiques et financiers étaient primordiaux dans la recherche de nouveaux marchés. L'apparition d'une nation industrielle et l'essor de la production de biens ont entraîné la nécessité de conquérir de nouveaux territoires. Par exemple, dès 1890, les investissements nord-américains à Cuba s'élevaient à cinquante millions de dollars. L'Espagne importait des produits cubains pour une valeur de sept millions de dollars alors que les importations des Etats-Unis atteignaient soixante et un million de dollars. Le processus d'entrée progressive de Cuba dans la sphère d'attraction des Etats-Unis reposait également sur le pouvoir et l'influence politiques dont pouvaient jouir les banquiers américains dans l'île. A mesure que ces derniers gagnaient de nouvelles positions, les nouvelles structures modifiaient l'organisation locale de la production. A l'affût de sources de crédits et de capitaux immédiatement disponibles, les planteurs cubains jugeaient que seuls des investisseurs américains possédaient les fonds nécessaires à un renouveau de l'île.

Le paramètre culturel doit aussi être souligné car il a influé indirectement dans la relation entre les deux pays. Si la question de l'esclavage était motivée pour des raisons économiques et politiques, elle n'en laisse pas moins malgré l'abolition de ce dernier certaines traces dans la mentalité cubaine. L'influence culturelle américaine a été favorisée par les thèses du darwinisme social. « Etre blanc impliquait non seulement une différence physique mais conférait par la même occasion une supériorité intellectuelle et morale indiscutable à l'aune de laquelle tous les

autres groupes raciaux pouvaient être jugé.¹ » Les Américains blancs servaient de référence mais la différence ne s'arrêtait pas là. Le raisonnement allait jusqu'à considérer que cette supériorité s'appliquait à leur langue et à leur forme de gouvernement. De surcroît, étant donné que le concept de hiérarchie raciale était bien ancré dans la société américaine et dans la vie politique de la nation, il n'était guère utile d'en modifier l'idéologie pour l'appliquer au peuple cubain. Il s'agissait par conséquent d'assigner une place précise aux différentes populations de l'archipel selon une logique de nature raciale qui englobait de plus en plus de critères proprement culturels. Ainsi dans un contexte où les liens économiques se renforçaient avec les Etats-Unis, La langue anglaise fut l'un des nombreux instruments utilisés pour créer les structures politiques qui aboutiraient un jour à l'établissement de la démocratie. D'ailleurs, au XIXème siècle, beaucoup de familles cubaines choisissaient des écoles catholiques à Baltimore ou à New York. La maîtrise de l'anglais était donc considérée dans les élites cubaines comme un atout économique et social facilitant les transactions financières. Ainsi une sensibilité culturelle américaine imprégna progressivement l'éducation cubaine sans pour autant que cette dernière disparaisse.

II A UNE PREOCCUPATION SECURITAIRE RECURRENTE

Sans jamais perdre de vue leurs intérêts stratégiques et économiques, l'adaptation de la politique étrangère américaine au contexte régional révèle le caractère pragmatique et parfois idéologique de celle-ci.

1 Interventionnisme et autonomie régentée

Les analyses politiques avancées par les différents gouvernements américains montrent que si les moyens employés pour sécuriser la région ont pu varier en fonction des stratégies successives, il n'en demeure pas moins que la présence américaine n'a jamais été remise en question avant la révolution castriste survenue en 1959. En effet jusqu'à l'arrivée du président Franklin D. Roosevelt en 1933, Cuba dépassait déjà la simple question du lien économique car l'île conditionnait le rôle des Etats-Unis dans une région qui devenait la clef stratégique de l'Amérique centrale.

Lors de la guerre d'indépendance de Cuba contre l'Espagne, l'intervention américaine fut justifiée pour mettre fin aux hostilités entre les deux pays et pour assurer l'installation d'une forme stable de gouvernement dans l'île. Le président McKinley comprit que cette intervention rapide fournirait aux Etats-Unis les résultats économiques tant escomptés par le milieu des affaires. Il a trouvé un compromis à la crise en s'appuyant sur l'amendement Teller voté par le congrès en avril 1898. Ce dernier indiquait « [que] les Etats-Unis abandonnaient toute volonté

¹Menendez Mario, « *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain* » ; CNRS éditions

d'exercice de leur souveraineté, juridiction ou contrôle sur l'île, sauf à des fins de pacification [...] et affirmaient leur détermination, une fois cet objectif atteint, de laisser le gouvernement et le contrôle de l'île à son propre peuple »¹. Intervenir s'avérait nécessaire non pas pour aider les Cubains à s'affranchir du joug espagnol mais plutôt pour finaliser le transfert de souveraineté et les échanges économiques vers les Etats-Unis.

Dans le cadre de la stratégie militaro-économique des Etats-Unis, Cuba devait accueillir des bases militaires et des dépôts de charbon, ce qui ne pouvait être obtenu qu'au cours d'une guerre qui aurait comme résultat le contrôle territorial d'une partie du pays. Ainsi la guerre d'Indépendance de Cuba devint la guerre hispano-américaine, coupant court aux rêves cubains de souveraineté. La fin de cette guerre marqua l'émergence des Etats-Unis en tant que puissance coloniale. L'objectif prioritaire de sécurisation du territoire cubain après 1898 afin de protéger les intérêts américains était accompli avec l'occupation militaire de l'île et de tous les ports importants en faveur d'un commerce profitable. « L'action des industriels fût mise en avant par le département d'Etat qui permit à ces derniers d'utiliser les structures diplomatiques dans les nouveaux territoires conquis, [...] facilitant son expansion et [...] le resserrement des liens entre le milieu politique et l'industrie² ».

Une nouvelle législation fut mise en place. L'amendement Platt, promulgué par le Congrès en février 1901, mentionnait les objectifs politiques américains et passait sous silence sa mise en œuvre pour que Cuba structure son autonomie. L'amendement stipulait que le gouvernement cubain « ne signera aucun traité ni aucune alliance avec une puissance étrangère [...] ne contractera aucune dette publique [...] consent à ce que les Etats-Unis exercent leur droit d'ingérence pour protéger l'indépendance de Cuba [...]. Le gouvernement cubain vendra ou louera aux Etats-Unis les terrains nécessaires à l'installation de dépôts de charbon et de bases navales en certains endroits précis³ ». Pour les Etats-Unis, le véritable intérêt de l'amendement consistait à ne pas s'embarrasser de la gestion des affaires courantes. Les structures civiles furent donc confiées aux Cubains pendant que les Américains prenaient en charge le domaine militaire. La mise en application de l'amendement Platt et la constitution du premier gouvernement cubain confirmèrent le pouvoir américain dans l'île.

L'intervention militaire, les liens économiques et politiques se confondaient totalement. Washington et les élites muselèrent toute aspiration d'indépendance. Les intérêts collectifs étaient mis à l'écart au profit du bien être économique individuel. La plupart des Cubains toléraient la présence américaine dans l'île sans pour autant l'accepter, et considéraient que le

¹ Menendez Mario, *“Cuba, Haïti et l'interventionisme américain”*, CNRS éditions

² Walter La Feber, *the New Empire, op.cit, pp. 370-379*

³ The Platt Amendment March 1901 U.S Statutes at Large, 1901

gouvernement soutenu par les Etats-Unis avait pour unique fonction de satisfaire aux besoins économiques américains et d'établir des liens durables avec l'oligarchie au pouvoir.

2 Politique du « bon voisinage » : une présence américaine en arrière plan

Dès 1933, une nouvelle politique étrangère fut mise en place avec le « Good Neighbors Policy »¹. Les propositions présidentielles laissaient la porte ouverte à plusieurs interprétations. Franklin D. Roosevelt déclarait qu'« [il voulait] engager la nation dans une politique du bon voisinage, [et que] le voisin qui se respecte, [doit] respecter les droits des autres [en honorant] ses promesses». ² Cette nouvelle posture semblait être un revirement de la politique américaine, en particulier envers Cuba. Elaborée entre 1933 et 1934, cette politique remettait en effet en cause ouvertement le droit à intervenir militairement afin de protéger les intérêts économiques américains qui constituaient le pivot central de la politique étrangère dans la région. Auparavant, depuis la guerre hispano-américaine et la construction du canal de Panama, les administrations américaines avaient conditionné leur reconnaissance des différents gouvernements latino-américain et des Caraïbes au fait qu'ils devaient être le résultat d'une démarche démocratique et non pas de révolutions ou de coups d'Etat. Ainsi de nombreux régimes en Amérique centrale étaient soumis à cette règle qui les rendait vulnérables à une intervention militaire américaine. Depuis, les Etats-Unis avançaient l'idée nouvelle qu'aucun Etat n'avait le droit d'intervenir dans les affaires, internes ou externes d'un autre pays.

Cependant en arrière plan, l'expression progressive d'un regain nationaliste dans les directives de la politique cubaine inquiétait Washington. La perte possible de l'un de ses premiers pays partenaires économiques jouant un rôle clef dans la défense stratégique de la région était considérée comme une catastrophe. La crise cubaine que Washington voulait éviter se traduisit par une succession de gouvernements et l'omniprésence de militaires derrière le pouvoir. Si les « Marines » ne débarquaient pas comme par le passé, la présence américaine devenait cependant plus sournoise. Grâce au soutien des forces armées qui réussirent à maintenir un semblant d'ordre social, Fulgencio Batista devint aux yeux des Américains incontournable dans l'échiquier politique cubain.³ Obnubilé par sa politique, Roosevelt ne semblait pas mesurer le danger de la nature du pouvoir en place pour le processus démocratique. Washington s'accommodait d'une nouvelle relation basée sur « les régimes amis » capable d'assurer au long terme la pérennité d'intérêts financiers et politiques. Dès 1934, les Etats-Unis cessèrent d'intervenir militairement dans les Caraïbes, leur présence physique devint moins visible, mais

¹ Politique de bon voisinage

² Franklin D. Roosevelt , *First inaugural Address March*

³ Irwing F.GELLMAN, *Roosevelt and Batista*

leur influence dans les cercles gouvernementaux et économiques ne diminua pas et se développa grâce à l'intérêt que porta le Département d'Etat à la région. L'adoption d'une politique de réciprocité bilatérale dans les traités commerciaux basée sur un système de concessions mutuelles permettait grâce à des réductions de tarifs douaniers et le développement des échanges d'ouvrir la voie à l'industrie nord américaine. Tant que la clause de la nation la plus favorisée apparaissait dans les traités, la politique d'expansion économique était garantie. L'importance du marché cubain justifiait quelques concessions. En moins de sept ans la politique américaine avait été remodelée par l'équipe du président Roosevelt en favorisant le maintien du droit des Etats et du principe de non-ingérence. La position de Batista qui avait pris le pouvoir au mois d'octobre 1940 en tant que président, n'était autre que celle des Américains¹. Le 9 décembre 1941, l'entrée en guerre de Cuba aux côtés des Etats-Unis contre le Japon, l'Allemagne et l'Italie encouragea les stratèges du Pentagone à maintenir le même cap, considérant les Antilles comme un enjeu militaire.

3 La lutte anticommuniste et les revers d'une politique

La non-ingérence à Cuba préconisée par la politique du « bon voisinage » n'avait jamais vraiment existé. Elle céda la place dans les années cinquante à une politique de lutte anticommuniste qui fut détournée par les gouvernements en place afin de se maintenir au pouvoir et faire échouer toute opposition.

A Cuba, le retour au pouvoir de Batista à la suite de son deuxième coup d'Etat en 1952, signala cette nouvelle phase d'une politique ambivalente de la part des Américains qui voyait en lui un garant de leurs intérêts. La politique préconisée par le président Eisenhower à partir de 1957 fut celle d'un désengagement partiel avec le régime dictatorial de Batista, et parallèlement celle de l'installation d'un nouveau gouvernement pro-américain, susceptible d'être accepté par la majorité des Cubains en rendant pratiquement impossible l'accès au pouvoir de Fidel Castro. Mais Washington fut surpris par l'opposition au régime. Le triomphe de la révolution en 1959 excluait les Etats-Unis du processus gouvernemental. Pour la première fois, l'hégémonie américaine fut sérieusement ébranlée.

Avec l'entrée au gouvernement des membres du parti communiste et du rapprochement avec l'Union soviétique, les dirigeants devinrent davantage critiques envers la politique américaine. Le gouvernement du président Eisenhower considéra le nouveau pouvoir à Cuba comme un danger pour la nation. Il essaya de trouver différentes alternatives, afin de renverser le régime. L'option économique fut rapidement considérée comme l'arme essentielle. La production

¹ Irwing F.GELLMAN, *Roosevelt and Batista*, op.cit,pp. 177-191

sucrière cubaine, clef de l'agriculture, était vendue dans sa quasi-totalité au marché américain et toute modification pouvait fragiliser les structures du pays et provoquer la chute de Castro. Cependant la reprise des relations diplomatiques, coupées depuis 1952, entre Cuba et l'Union soviétique permit à l'île de profiter d'un marché lucratif sous la forme de prêts pour l'industrie et d'achat de sucre mettant toute pression économique hors-jeu. Aveuglés par la nouvelle menace communiste, les Etats-Unis se trouvèrent dans l'impossibilité de comprendre le caractère nationaliste de la révolution. L'omniprésence américaine dans l'île de ce fait touchait à sa fin. L'intensification des tensions déboucha sur la nationalisation des biens des Etats-Unis. Le président Eisenhower décréta un embargo contre la révolution. De nature commerciale, celui-ci s'étendit en deux ans aux domaines financier et alimentaire. Les Cubains eurent pour la première fois un gouvernement qui refusait tout compromis avec leur voisin du nord. En janvier 1961, deux ans après le triomphe de la révolution, les relations diplomatiques entre Washington et La Havane furent rompues.

L'échec des représailles économiques contre Cuba poussa Eisenhower, en mars 1960, à donner son accord pour que la Central Intelligence Agency (CIA) arme et entraîne les réfugiés cubains dans des installations militaires au Panama, Guatemala et Nicaragua, en vue d'une future invasion.¹ En avril 1961 sous la présidence de John F. Kennedy, celle-ci se traduisit par un fiasco militaire pour les américains. L'exemple de la révolution cubaine devint un symbole pour toute la région. En 1962, la crise des missiles engendra une tension sans égale entre les Etats-Unis et l'URSS, dans une des crises les plus aiguës de la guerre froide. La confrontation fut une affaire entre deux idéologies, par pays interposés. Si les Etats-Unis n'ont pas pu empêcher la construction du mur de Berlin en 1961, Kennedy s'opposa à l'installation de missiles nucléaires à une centaine de kilomètres des côtes américaines. Finalement les accords passés entre Moscou et Washington stipulèrent que les soviétiques devaient démanteler leurs bases de missiles à Cuba. Les Etats-Unis s'engagèrent de leur côté à faire de même dans leurs bases en Turquie et à ne pas intervenir militairement dans l'archipel.

En 1962, le monde avait donc les yeux rivés sur la petite île communiste qui révélait encore une fois mais dans son paroxysme l'enjeu stratégique que représentait Cuba pour les Etats-Unis au travers du combat entre deux superpuissances. Oscillant entre détente, coopération et tension, les rapports américano-cubains ont toujours été mouvementés et conflictuels. Mais ils ne furent jamais, après 1962, plus qu'une bataille rhétorique et un affrontement sur des champs de bataille étrangers. La guerre froide a figé Cuba dans le temps jusqu'au début des années 1990.

¹ Opération mangouste dans la baie des cochons

PARTIE 2 : DES INTERETS CONJONCTURELS QUI PERDURENT

Les intérêts conjoncturels délimitent le champ d'action de la politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de Cuba, en révélant néanmoins leurs contradictions.

I DES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES

Les Etats-Unis voient un marché cubain à saisir tout en gérant des flux migratoires dont les causes sont d'ordre politique et économique

1 Cuba, un enjeu commercial et financier

Les Etats-Unis sont, depuis octobre 2003 les plus importants fournisseurs de l'île castriste. Deux ans après le passage de l'ouragan Michelle qui ouvrait la voie au commerce alimentaire, leurs liens commerciaux représentent plus de 30% des parts de marché du secteur d'alimentation cubain, détrônant les pays européens jusque là uniques bénéficiaires de cette activité. Au terme de la loi 77 en date de septembre 1995, tous les secteurs de l'économie, à l'exception des services de santé, de l'éducation ou des forces armées, sont accessibles aux investisseurs étrangers. Les entreprises peuvent être constituées à 100% de capitaux étrangers même si le risque existe pour les investisseurs. En effet l'Etat cubain possède systématiquement 51% du capital et peut donc à tout moment décider de mettre fin à une coopération. Sur la base d'un décret-loi de 1982, les sociétés étrangères désireuses de rentrer sur le marché cubain peuvent créer une entreprise mixte avec l'Etat cubain sur un modèle de joint-venture¹.

Avec une croissance de 13% par an, le tourisme est le cœur de l'économie cubaine. « Le jour ou le gouvernement américain permettra à ses citoyens de voyager à Cuba, ils seront des milliers à débarquer dès la première année » déclarait Ery Peyre, directeur d'Accord à Cuba². Le tourisme rapporte plus à l'île que toutes les exportations réunies. Malgré les contraintes de l'embargo, en septembre 2003 des délégations d'Etats, accompagnées de chefs d'entreprise nord-américains se succédèrent à Cuba pour y rencontrer Fidel Castro et signer des accords de coopération économique. En octobre 2003, une centaine de représentants d'agences de voyage et d'entrepreneur du monde du tourisme se réunirent à Cancun au Mexique, avec des responsables cubains pour explorer les possibilités d'accord avec le régime.

De plus les grandes entreprises pétrolières cherchent à pouvoir signer avec Cuba des contrats d'explorations dans le Golfe du Mexique. En effet, lorsque Cuba a proposé des parcelles destinées aux forages pétroliers, les intérêts chinois et espagnols se sont précipités sur les parts.

¹ Olivier Languepin, *Cuba, la faillite d'une utopie*, 1999, p 101

² Saliba Frédéric, « l'infidélité à Fidel s'amorce », *challenges* n°64, du 25 au 31 janvier 2007, p34

A l'occasion d'un Sommet Etats-Unis-Cuba sur l'énergie, qui s'est tenu dans la ville de Mexico en février 2006, les responsables cubains de l'énergie ont invité les entreprises américaines à participer à des joint-ventures pour rechercher du pétrole dans les eaux cubaines dès que les lois américaines permettront de telles transactions commerciales. Toutefois les lois environnementales des Etats-Unis interdisent aux compagnies les opérations de forage dans la partie américaine du golfe du Mexique. Le sénateur Larry Craig, un républicain conservateur de l'Idaho, a présenté, en avril 2006, un projet de loi qui autoriserait une exception à l'embargo, afin que les compagnies pétrolières américaines puissent établir des relations stratégiques avec Cuba. Lors d'un discours prononcé au sénat, il a déclaré [qu'] « on ne devrait pas permettre à la Chine communiste de venir chercher du pétrole à deux pas de nos côtes sans concurrence possible des industries américaines ». Cuba représente un marché à fort potentiel pour les Etats-Unis. Au cours des neuf dernières années, environ vingt cinq pays ont investi 2 milliards de dollars à Cuba, dont 400 millions pour les seules entreprises canadiennes principalement dans les mines et le tourisme. Selon le centre d'étude basé à Miami, le Cuba Caribbean Development, la levée de l'embargo pourrait induire pour le seul Etat de la Floride 5 milliards de dollars en relations commerciales dès la première année¹.

2 Les migrations cubaines : un volet politique à part entière

La politique étrangère a conduit les Etats-Unis à mener une politique de contrôle des migrations dont les origines ont été politiques et économiques. Une gestion des flux en provenance de Cuba prit un enjeu considérable dès l'avènement de Fidel Castro au pouvoir.

Dès 1910, les Etats-Unis étaient concentrés sur le contrôle migratoire en provenance d'Europe. L'immigration annuelle était limitée à 3% de la population d'un même pays recensée aux Etats-Unis. Le Johnson Reed Act de 1924 fut plus restrictif et limita le nombre à 2%. Entre 1930 et l'immédiat après guerre, le flux migratoire cubain resta faible. Avec ses gouvernements fantoches, l'Amérique latine et les caraïbes ne posaient pas à Washington de sérieux problèmes politiques. Les opposants aux régimes en place trouvèrent le plus souvent refuge au Mexique ou dans une autre capitale de la région. Peu d'entre eux s'exilaient aux Etats-Unis.

La révolution castriste et l'installation d'un Etat communiste à Cuba modifièrent cette situation. Le gouvernement américain ne pouvait faire abstraction des réfugiés caribéens qui déferlèrent sur le pays. Une politique des « bras ouverts » fut entreprise. Si les Cubains posaient un problème d'ordre juridique autant qu'économique, le Mc Carran-Walter Act qui ne permettait pas le dépassement des quotas d'immigration fut contourné pour créer une forme « d'exception

¹ « Dossiers et documents », *Le monde* octobre, 2004, n°335

cubaine ». Dans les années soixante, des mesures ont été prises pour favoriser les immigrés cubains. La création du Cuban Refugee Emergency Center (CREC) a engagé financièrement le gouvernement fédéral qui laissait faire auparavant les organisations privées en charge des réfugiés. Le Migration and Refugee Assistance Act permettait de dégager une ligne budgétaire pour l'accueil et une série de programme d'insertion. Le Cuban Refugee Program (CRP) encourageait les actions entreprises par la communauté cubaine contre le régime castriste. Washington considérait ce programme comme un outil d'aide humanitaire, mais plus encore comme un instrument déstabilisateur du gouvernement cubain.

Selon une longue tradition, l'élite et les classes moyennes passaient d'un pays à l'autre avec facilité. Miami est devenu en une vingtaine d'années la deuxième ville cubaine de la planète après La Havane. La minorité cubaine est en effet la mieux accueillie. Beaucoup de cubains avant l'ère Castro avaient des liens professionnels avec les Etats-Unis. Le maniement de la langue anglaise ne posait d'ailleurs pas de problèmes majeurs. La majorité de la population américaine avait toujours considéré l'engagement humanitaire et politique du gouvernement comme une des multiples facettes de la lutte anticommuniste. L'enjeu cubain représentait beaucoup plus que la simple acceptation de réfugiés. Perdre Cuba, une des plus fidèles alliés mettrait en danger l'ensemble de la politique des Etats-Unis dans la région et affaiblirait considérablement leur position internationale.

Toutefois, le statut de réfugié fut modifié par le « Refugee Act » (Public Law 96-212). Dans les années 80, la perception gouvernementale du statut de réfugiés avait changé. L'exode massif de cubains commença à poser des problèmes au gouvernement. Les mouvements de population étaient le résultat de la situation à Cuba. Le phénomène « des balseros »¹ dans les années 90 alimenta une succession de crises politiques. Suite à la disparition de l'Union soviétique, l'économie cubaine rencontra de graves difficultés. Face à l'augmentation croissante des vagues de « boat people » cubains, les Etats-Unis ne voulaient pas se laisser submerger. Ils prirent la décision de faire intervenir la marine américaine afin de détourner toute embarcation transportant des cubains vers la base de Guantanamo. Revirement majeur de la politique américaine dès 1994, les cubains ne furent plus considérés comme des réfugiés politiques, mais comme de simples migrants économiques. « L'Illegal Immigration and Immigrant Responsibility Act » établit une des législations les plus strictes de l'histoire du pays contre l'immigration illégale. « Si l'USA Patriot Act n'est pas une loi d'immigration, sa sous-section A et B traite cependant

¹ Boat people cubain

de la protection des frontières et du durcissement des dispositions relatives à l'immigration et à l'obtention d'un visa »¹.

Le transfert de fonds des exilés cubains demeure aujourd'hui la première source de revenus avant le tourisme. « Sans l'argent de mon frère aux Etats-Unis et le marché noir, je ne pourrai pas faire vivre ma famille » déclare Juan, médecin de 35 ans.² Le flux des migrations cubaines s'explique donc par les liens politiques, sociaux et économiques étroits entre les deux nations.

3 Stratégie castriste singulière et pressions des lobbies internes

Hormis la constance de l'anticommunisme, la politique étrangère à l'égard de Cuba est souvent soumise à des pressions variées qui influencèrent le gouvernement fédéral à prendre des décisions de circonstances, voire contradictoires.

En matière d'émigration, les Etats-Unis ont parfois été tributaire de la politique de Cuba. En politicien habile, Castro parvenait parfois à imposer au gouvernement américain sa ligne politique migratoire. Si les Etats-Unis ne soulevèrent aucune objection quant à l'entrée des cubains sur le territoire, cette décision fut considérée comme un soulagement pour la révolution, qui pu se débarrasser de ses opposants. Fidel Castro annonçait que tous ceux qui souhaitaient quitter l'île pouvaient le faire. Ces vagues contrôlées conduisirent dans les années soixante au « Memorandum of Understanding » signés entre les deux pays. Mais le regroupement familial inclus dans l'accord contraignît les américains à s'impliquer de plus en plus dans l'exode cubain. En 1980, lors de la prise d'assaut des ambassades par des milliers de cubains, Castro ouvrit les portes en mettant le président Carter dans une situation délicate. En désignant Mariel comme port de ralliement, il provoqua une mobilisation fulgurante de la communauté cubaine exilée. Face à l'incapacité à réagir du gouvernement fédéral, Castro, fin stratège s'était montré capable de retourner la situation à son avantage en réussissant à déplacer la responsabilité des réfugiés vers son adversaire.

En outre le lobbying notamment dans le domaine agricole influe régulièrement sur la politique étrangère. Les fermier américains, qui sont à l'origine du relatif assouplissement de l'embargo adopté par le congrès en octobre 2004 se souviennent encore qu'en 1959, l'Arkansas était le principal fournisseur de riz à Cuba. Ils sont parmi les plus actifs défenseurs d'une levée de cet embargo, qui leur interdit d'obtenir une part des 750 millions de dollars que Cuba paie chaque année en importations pour couvrir ses besoins en produits alimentaires. Le représentant des intérêts agricoles américains, Dean Kleckner, qui a effectué une visite à Cuba en mai 1999, a

¹ Menendez Mario « *Cuba, Haïti et l'interventionisme américain* », CNRS éditions

² Saliba Frédéric, « *l'infidélité à Fidel s'amorce* », challenges n°64 du 25 au 31 Janvier 2007 p34

estimé qu'une levée de l'embargo, pourrait générer un flux d'exportations agricoles américaines de l'ordre de 500 millions de dollars par an¹ et à long terme, environ 2 milliards de dollars.

Paradoxalement, la communauté cubaine se fait remarquer dans sa difficulté à faire des concessions à l'égard du régime de Castro tant par connivence que pression dans la politique interne américaine. Depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, près de 10% de la population cubaine 1,3 million de personnes ont choisi l'exil aux Etats-Unis. D'abord, l'entourage du dictateur déchu, Fulgencio Batista, ensuite, les déçus du castrisme, qui avaient cru que Fidel serait un démocrate « à l'américaine » ou un « *caudillo éclairé* », enfin, ceux qui n'en pouvaient plus de la chape de plomb officielle et de la morosité économique. 60% d'entre eux vivent dans le comté de Dade, à Miami, et dans le comté de Hudson, au New Jersey². Les éléments les plus radicaux de la communauté cubaine exilée ont, très souvent, bénéficié de la clémence du gouvernement américain. Dans son livre *Cuba Confidential*, la journaliste américaine Ann Louise Bardach insiste sur les liens étroits de la famille Bush, fortement liée à la Floride³, l'Etat « cubain » par excellence. Au début des années 1990, contre l'avis de son ministre de la Justice qui dénonçait les antécédents terroristes d'Orlando Bosch⁴, le président Bush père accorda à ce dernier une remise de peine et la résidence américaine. En 2005, son fils eut la même largesse à l'égard de Luis Posada Carriles en refusant de l'extrader au Venezuela où il était réclamé pour sa participation à l'attentat de 1976 contre l'avion de Cubana de Aviacion. Dès les années 80, sous l'administration Reagan-Bush, la principale organisation extrémiste de Miami, la fondation nationale cubano-américaine (FNCA), dirigée par Jorge Mas Canosa se vit pratiquement accorder le droit exclusif de gérer le dossier cubain. Ses hommes prirent la tête des institutions financées par Washington pour harceler Castro. Ils occupèrent des postes-clés de la politique latino-américaine du gouvernement. En 2006, le sénateur américano-cubain Robert Menendez, pourtant né aux Etats-Unis, a maintenu une ligne dure dans sa circonscription très conservatrice, vieillissante du New Jersey. En tant que principal collecteur de fond du parti démocrate, les opinions très « guerre froide » de Menendez à propos de Cuba conserve une influence démesurée sur l'ensemble de la politique latino-américaine du parti. De même, un proche d'Al Gore en

¹ Le monde : dossiers et documents d'octobre 2004 n°335

² Jean Paul Marthoz : « Miami Vice, l'autre dictature » *Enjeux internationaux*, n°13 troisième trimestre 2006.

³ Jeb Bush est gouverneur de Floride et c'est dans cet Etat, aux pratiques électorales « confuses », que son frère George W. l'emporta en 2000 sur son rival démocrate Al Gore.

⁴ Orlando Bosh fut accusé par la justice Vénézuélienne d'avoir organisé l'attentat contre un avion de Cubana de Aviacion qui transportait l'équipe officielle cubaine d'escrime, faisant 73 victimes.

2004 le sénateur Joe Lieberman, se montrait intransigeant à l'égard de Cuba, signe de l'étroite alliance entre les lobbys pro-israéliens et anticastristes aux Etats-Unis¹.

II LA JUSTIFICATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE ACTUELLE

Préférant les techniques de « subversion² » à l'affrontement direct, la politique actuelle semble être remise en cause. Celle-ci renforce plutôt la résistance cubaine et ne satisfait plus vraiment les aspirations internes américaines.

1 L'affrontement direct ou la stratégie de l'isolement

Mise à part la présidence de Jimmy Carter et dans une certaine mesure celle de Bill Clinton, la politique conduite par les Etats-Unis se résume à une confrontation ouverte avec l'île. Couvrant des aspects aussi bien économiques que politiques, cette stratégie d'affrontement direct est principalement axée autour d'un seul et même dessein : isoler le castrisme du reste du monde dans l'espoir de le voir s'effondrer.

Malgré le tarissement de l'aide providentielle de l'Union soviétique, le castrisme est parvenu à se maintenir au pouvoir au prix d'énormes sacrifices continuant à défier le vainqueur de la guerre froide. Les Etats-Unis multiplièrent dès lors les manœuvres pour asphyxier l'économie de l'île. En 1992, le *Cuban Democracy Act*, complété en 1996 par le *Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*, ont permis au gouvernement de renforcer l'embargo en vigueur contre Cuba. Plus connues sous le nom de lois « *Torricelli* » et « *Helms-Burton* », ces nouvelles réglementations ont accordé aux autorités nord-américaines la possibilité de veiller à l'application rigoureuse de l'embargo, concernant notamment les *Cuban Assets Control Regulations* pour les filiales étrangères de sociétés nationales. En dix ans, les succursales des entreprises américaines ont cessé de commercer avec l'île. Leur volume d'affaires est passé de 719 à 2 millions de dollars entre 1991 et 1997³. En 2003, le Président Bush a rappelé à ses concitoyens que ceux qui voyageraient à Cuba seraient systématiquement poursuivis, risquant des peines allant jusqu'à dix ans de prison et 250000 dollars d'amende.

Au niveau international, les Etats-Unis espèrent décourager le reste du monde à investir dans l'île. Il est interdit par exemple aux navires de pays tiers transportant des passagers ou des marchandises en provenance ou à destination de Cuba d'entrer dans les ports appartenant aux Etats-Unis dans les six mois qui suivent leur départ d'un port cubain. Le titre III de la loi Helms-

¹Lissa Weimann : « l'embargo qui isole Washington », *Enjeux internationaux*, n°13 troisième trimestre 2006

²« *Information operations* » : concept anglo-américain.

³ Maxime Michaut « *Cuba : l'encadrement idéologique et social face à la politique de déstabilisation des Etats-Unis* » Edition l'harmattan 2005, p 64.

Burton donne aux citoyens américains le droit de poursuivre les sociétés étrangères tirant profit de l'utilisation des propriétés nationalisées par le gouvernement cubain en 1960. Les entreprises reconnues coupables peuvent voir leur propriété saisies aux Etats-Unis. Le montant des réclamations peut atteindre trois fois la valeur de la propriété cubaine en plus des frais juridiques. Washington tente d'empêcher le pouvoir castriste de bénéficier de sources de financement internationales. Usant de son influence au sein des organisations mondiales, la Maison Blanche contrôle les flux monétaires sortant et rentrant de l'île, afin de s'assurer que le régime ne bénéficie pas d'appuis internationaux échappant à la surveillance des services financiers nord-américains. Interdit de prêts bancaires auprès du FMI et de la Banque Mondiale, Cuba reproche aux Etats-Unis de faire pression sur les banques étrangères pour geler des fonds issus du tourisme, première source de revenus du pays.

Afin de s'assurer de la réussite de l'isolement, les Etats-Unis tentent sur un plan politique de bannir le régime castriste de la communauté internationale. Fort de l'influence que Washington peut exercer au sein des commissions transnationales, le gouvernement nord-américain met à profit les outils que lui offrent les instances intergouvernementales pour parvenir à son but. Lors des dernières sessions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, les Etats-Unis sont parvenus à obtenir la condamnation de Cuba et l'adoption d'une résolution appelant les autorités cubaines à respecter plus rigoureusement l'application des droits au sein de l'île. La politique cubaine est régulièrement remise en cause au sein des organes internationaux ce qui ne manque pas d'isoler un peu plus le régime de ses partenaires commerciaux. Par ailleurs, profitant de la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis ont inclus Cuba dans la ligue des *Rogue States* ou « Etats-voyous » au même titre que l'ex-Irak de Saddam Hussein exécuté depuis, ou la Corée du Nord de Kim Jong-II. Qualifiant le régime de « totalitaire » et de « tyrannique », elles n'hésitent pas à présenter le castrisme comme un membre actif de « l'axe du Mal » ainsi défini par l'administration Bush après les attentats contre le World Trade Center. Alors que Washington entretient des relations avec la Corée du Nord, que la Chine bénéficie de la « clause de la nation la plus favorisée », et que l'embargo sur le Vietnam a été levé, Cuba reste officiellement une menace pour le « peuple » nord-américain. Cette situation semble être le résultat de la proximité géographique entre les deux pays : les diasporas chinoises ou vietnamiennes sont loin d'être aussi influentes auprès des dirigeants des Etats-Unis que peut l'être la communauté cubaine.

2 La subversion : un changement dans les modes d'action

Certes l'isolement économique et diplomatique de la révolution reste l'axe principal autour duquel s'organise la stratégie des Etats-Unis. Mais après quarante ans de politique infructueuse, un changement de tactique s'est avéré indispensable à la bonne continuation de la

tentative de mise en quarantaine du pouvoir cubain. Les Etats-Unis ont préféré en effet mettre en œuvre une forme de « guerre d'usure ».

Elle repose de plus en plus sur les dissidents de l'île, privilégiant une politique indirecte, mais toujours agressive. Cette stratégie des Etats-Unis à Cuba a connu une expansion sans précédent. Les « *low-key confidence-building measures* »¹ et « *la diplomatie du base ball* »² existent depuis près de dix ans. La politique de déstabilisation nord-américaine du régime castriste passe aujourd'hui par la concentration d'une forte diaspora cubaine à travers le monde. Décrite dans le chapitre précédent, cette communauté cubaine en exil forte de deux millions de membres aux Etats-Unis, sans compter les enfants nés à l'étranger, est le socle sur lequel le gouvernement des Etats-Unis espère reconstruire une nouvelle patrie cubaine. Parallèlement, Washington utilise cette minorité comme agents de perturbation du castrisme.

Depuis 2002, la politique nord-américaine vis-à-vis de Cuba a connu une mutation sans précédent. A cette époque, la nomination de James Cason à la tête de la « Section des intérêts américains »³, considéré comme « un faucon » de l'administration Bush, au poste « d'ambassadeur » à La Havane témoignait d'un regain de tensions entre les deux voisins. Cette nouvelle « guerre froide » ne s'est pas traduit par un renforcement des mesures prises contre Cuba. En conservant la stratégie d'embargo, la politique de Washington s'est confondue avec celle des dissidents qui avaient trouvé en James Cason un allié de poids. Doté d'un budget annuel de deux millions de dollars, le nouveau diplomate avait affiché son intention de « renverser le régime ». Déjà dès la fin de la présidence Clinton, les associations de soutien aux ennemis du régime avaient assisté à un renforcement de leur budget. En 2000, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) et la National Endowment for Democracy (fondation nationale pour la démocratie) s'étaient vues accorder un budget de 8239000 dollars pour « planifier la transition », publier l'œuvre de journaliste cubain à l'étranger, créer des ONG indépendantes à Cuba ou bien développer le soutien à la dissidence grâce à « Radio Marti »⁴ et « Télévision Marti »⁵. En 2001, le nouveau soutien apporté aux dissidents s'était concrétisé. En effet, avec l'adoption du *Cuban Solidarity Act*, les Etats-Unis

¹ « mesures destinées à créer un climat de confiance » : Janette Habel « Cuba-Etats-Unis : perpétuation de la Guerre Froide ? » *Revue internationale et stratégique*, n°31, automne 1998, p187.

² Inspirée du modèle de la « *diplomatie du ping pong* » qui avait permis un rapprochement entre la chine et les Etats-Unis sous la Présidence Nixon, la « *diplomatie du base ball* » est une tentative de normalisation des relations américano-cubaine après quarante ans de conflit.

³ En 2006, le chef de mission est Michael E. Parmly

⁴ José Marti, héros de l'indépendance cubaine et de la révolution de 1868, se serait sacrifié en se jetant, un simple pistolet à la main, contre l'envahisseur espagnol, plus puissant en nombre et en armement.

⁵ Maxime Michaut « *Cuba : l'encadrement idéologique et social face à la politique de déstabilisation des Etats-Unis* » Edition l'harmattan, p76.

entendaient promouvoir la démocratie à Cuba en accordant cent millions de dollars sur quatre ans à l'opposition pour l'achat de livres, matériel scolaire et soutien aux bibliothèques indépendantes.¹ Inspirée du soutien apporté dans les années 80 à la contestation polonaise, l'aide financière accordée aux dissidents répondait à la nouvelle stratégie défendue par l'administration américaine. Conscient que la politique d'affrontement direct avec Cuba nuisait à ses rapports avec ses partenaires économiques et à son image sur le continent sud-américain, Washington a préféré subventionner la déstabilisation contre le castrisme plutôt que d'avoir à mener une politique peu efficace et impopulaire. La stratégie militaire fut donc définitivement écartée.

3 Vers une remise en cause de l'embargo ?

Oscillant entre confrontation directe et soutien à la dissidence, la stratégie d'affrontement cristallisée autour du maintien en vigueur de l'embargo pâtit du manque de résultats. Larry Wilkerson, lorsqu'il était chef de cabinet du secrétaire d'Etat Colin Powell considérait cette politique comme peu adéquate. L'embargo nord-américain fait face à des contestations d'origines diverses : administration cubaine, société internationale, associations de défense des droits de l'homme ou mouvement religieux. Une partie de la population des Etats-Unis ne comprend pas pourquoi elle est tenue éloignée des plages de Cuba. Washington ne sait pas d'ailleurs comment abolir les sanctions contre l'île tout en évitant de reconnaître l'échec de la politique actuelle. L'administration Bush est en décalage croissant avec l'attitude récente adoptée par les Américano-cubains, le monde des affaires et le Congrès américain. Les sondages effectués au sein de la diaspora indiquent un recul des partisans de l'interdiction des voyages et du commerce, surtout depuis que le gouvernement a réduit le nombre de voyages à Cuba pour raisons familiales à un tous les trois ans et qu'elle a limité les versements d'argent aux proches vivant sur l'île. La plupart des américano-cubains ne se considèrent plus comme des exilés. Ils viennent aux Etats-Unis en quête de perspectives économiques et restent en contact avec ceux demeurés au pays.

Depuis le 11 septembre, les partisans de l'embargo font le lien entre Cuba et l'Iran. Pourtant les responsables militaires et de la sécurité prônent l'instauration de relations avec Cuba et décrient la politisation de la menace par l'administration Bush. « Je suis convaincu que des relations pragmatiques avec Cuba serviraient les intérêts des Etats-Unis en matière de sécurité nationale. »

¹ Salim Lamrani «le mythe des bibliothèques indépendantes » *Cuba face à l'empire*, Editions Timelis 2006, chap 9

a notamment déclaré le général en retraite Charles Wilhelm, ex-chef du commandement sud des forces armées américaine¹.

L'embargo fait l'objet de critiques internationales en raison de son aspect extra territorial et humainement dévastateur. Condamnés par l'Assemblée Générale des Nations Unies depuis plus de dix ans, et invités à plusieurs reprises à lever les sanctions économiques pesant sur l'île, les Etats-Unis refusent d'obtempérer au nom de la défense des intérêts des peuples cubain et nord américain. La résolution intitulée « la nécessité de lever le blocus contre Cuba » reste lettre morte depuis sa première proposition en 1992. Chaque année les Etats-Unis se retrouvent de plus en plus isolés tandis que le nombre de votes en faveur de la fin des sanctions croît de manière importante². La plupart des pays de la planète contestent la légitimité de la législation nord-américaine sur des fondements de droit. Attaquer des entreprises étrangères commerçant avec les biens nationalisés au moment de la Révolution est considéré comme une violation de la lettre et l'esprit de la Charte des Nations unies et de celle de l'Organisation des Etats américains. Les Etats-Unis par cette législation entendent imposer à la communauté internationale des sanctions unilatérales à travers le concept de « trafic ». Il s'agit d'une extension abusive de la compétence territoriale des Etats-Unis, contraire au principe de souveraineté nationale et à celui de non-intervention dans les choix intérieurs d'un Etat étranger. Cette posture juridique américaine entre en contradiction avec les libertés du commerce, de navigation et de circulation des capitaux que les Etats-Unis revendiquent partout dans le monde. Au nom de ces arguments, l'Union Européenne a entrepris des démarches auprès de l'OCDE afin de s'assurer de la non-application du titre III de la « loi Helms-Burton ».

L'administration Bush fait face de plus aux critiques des personnalités politiques, religieuses ou de la société civile à l'égard des sanctions contre Cuba. Le Pape Jean Paul II qualifiait l'embargo « d'injuste et moralement inacceptable », rejoignant les prises de position d'hommes d'Eglise comme Jesse Jackson. Dans leur combat pour la liberté économique, Robert Redford, Oliver Stone, Jimmy Carter ou Noam Chomsky et bien d'autres encore affichent leur lien avec le « peuple cubain » et se sont ouvertement déclarés contre l'embargo. La politique étrangère des Etats-Unis se trouve donc dans un complet paradoxe car si l'embargo est un problème pour les autorités cubaines, il l'est tout autant pour le gouvernement de Washington qui ne sait pas comment parvenir à maintenir le castrisme en quarantaine tout en ouvrant la voie à des échanges commerciaux durables. La politique actuelle devient de plus en plus contradictoire oscillant entre morale et réalité économique, entre idéologie et pragmatisme. Il semble que seuls les exilés

¹ Weimann Lissa, « l'embargo qui isole Washington », *enjeux internationaux*, n°13 troisième trimestre 2006 p34-35-36

² Passant de 59 voix en 1992 à 179 en 2004.

radicaux de Miami puissent faire vivre les vestiges d'une posture issue de la guerre froide. Cette politique étrangère rigide voire obsessionnelle nourrit le jeu du régime de Fidel Castro, lui conférant un statut spécial lui permettant de s'immuniser contre les critiques diverses. En effet l'état de siège permanent maintient la population unie autour de son chef de guerre.

PARTIE 3 : INQUIETUDE FACE A UNE TRANSITION INCERTAINE

Sans réelle remise en question de sa stratégie actuelle, la transition politique en cours replace Cuba sur l'échiquier des intérêts régionaux des Etats-Unis.

I UNE VOLONTE D'EVITER LE CHAOS

L'objectif prioritaire des Etats-Unis est de maintenir leur hégémonie en préservant la stabilité régionale.

1 Une vision stratégique renforcée et adaptée

Cuba reste toujours dans le premier cercle d'influence géostratégique des Etats-Unis. La QDR 2006¹: stipule un regain d'intérêt pour l'Amérique latine. « En Amérique latine [...] la lente croissance économique, la faiblesse des institutions démocratiques et le maintien d'inégalité socio-économique ont conduit à une résurgence de mouvements politiques autoritaires dans plusieurs pays tel que le Venezuela. Ces mouvements [...] sont sources d'instabilité politique et économique». Les liens politiques qui se tissent entre certains pays d'Amérique latine et Cuba accroît l'intérêt des Etats-Unis préoccupés par des répercussions régionales possibles.

La notion de base militaire est récurrente dans la stratégie maritime des Etats-Unis. Guantanamo demeure un pivot du déploiement des forces américaines dans les Caraïbes. Cette implantation outremer la plus ancienne fut en 1898 le point de départ de la conquête de Puerto Rico permettant aux Etats-Unis² de s'approprier la souveraineté de Cuba. Selon les déclarations officielles américaines³, « la base navale est en première ligne dans la lutte pour la sécurité régionale et la protection contre le trafic de drogue et le terrorisme ainsi que la sauvegarde de ceux qui tenteraient au moyen d'embarcation de fortune d'émigrer vers les Etats-Unis ». La base a une superficie d'environ 120 km² répartie sur les deux côtés de la baie, interdisant à la ville tout

¹ QDR 2006 : Quadriennial Defense Review Report

² A l'époque les Etats-Unis comptaient au plus fort de la guerre hispano-américaine 17000 hommes à sa base de Santiago

³ <http://www.nsgtmo.navy.mil/htmpgs/mission.htm>

accès direct à la mer. Ce territoire est loué par le gouvernement américain à Cuba.¹ Elle oriente aujourd'hui son action dans le soutien logistique et le ravitaillement des capacités de l'US Navy et des gardes-côtes dans leur engagement opérationnel, notamment dans la lutte contre le trafic de drogue. La base de Guantanamo représente une posture unique dans l'hémisphère occidental car elle est la seule à se trouver dans un pays qui n'entretient pas de relations diplomatiques ouvertes avec les Etats-Unis. Dans un domaine plus humanitaire, son infrastructure lui permet de canaliser et d'héberger des émigrés en provenance de Cuba. Si les principes de Mahan raisonnent une fois de plus dans le maintien d'une présence dans le chenal international de la Baie de Guantanamo et la surveillance du détroit de Windward vers les Caraïbes, la vocation stratégique traditionnelle de la base navale a néanmoins évolué pour s'adapter au nouveau contexte géopolitique.

Guantanamo est devenu un enjeu politique. Ce site est aujourd'hui devenu sensible à cause de la détention des suspects terroristes et des combattants talibans capturés en Afghanistan. Cette prison militaire temporaire de haute sécurité est régulièrement remise en question par des instances internationales telle que la commission des droits de l'homme des Nations-Unies. En effet un décret présidentiel de George W. Bush autorise la détention sans limite et sans chef d'accusation, sur un territoire ne relevant pas théoriquement de la législation américaine, de tous les combattants illégaux capturés. L'administration Bush justifie la prison en affirmant que les membres d'Al-Qaeda et les talibans ne sont pas des combattants réguliers respectant les lois de la guerre.

2 L'amorce d'une stratégie américaine de transition

Au-delà du volet militaire, les Etats-Unis n'en sont pas moins doté d'une stratégie politique afin d'anticiper l'après-Castro.

Il semblerait que l'administration Bush ne revienne pas sur l'embargo, car même affaibli voire incertain celui-ci représente toujours une menace constante pour l'économie cubaine. Il continue de décourager nombre d'investissements au sein de l'île et entrave le libre commerce entre Cuba et ses partenaires économiques. Le géant nord-américain ne peut être impunément défié, quand bien même celui-ci ne respecte pas les règles qu'il a lui-même établies. Selon Volker Skierka, spécialiste du castrisme² « Washington ne pardonnera pas au célèbre *barbudo*, même après sa mort, l'affirmation croissante de Cuba vis-à-vis des Etats-Unis depuis la victoire de la révolution

¹ Pour une somme dérisoire de 4085 dollars par an, encaissé normalement par chèque depuis le 23 février 1903 sous la présidence de Théodore Roosevelt et que Fidel Castro a toujours refusé d'encaisser.

² Volker Skierka a été correspondant en Amérique latine du Sueddeutsche Zeitung. Il est l'auteur de Fidel Castro « *El Comandante* » Editions Alvik, 2004

[...], il faut malheureusement craindre que la politique américaine de l'après-Castro ne soit pas guidée par la raison mais par la vengeance». Cette réflexion quelque peu excessive dans ses propos a le mérite de montrer combien l'antagonisme entre les deux pays peut être passionné et idéologique. Afin d'éviter toutes dérives, les Etats-Unis sont pragmatiques et n'ont pas hésité en 2004 à faire connaître leur stratégie pour une transition démocratique à Cuba. Dans un document de 400 pages intitulé *Hastening Cuba's Transition*¹, l'administration Bush vise à entraver la succession mise en place par le régime, tout particulièrement le passage du bâton à Raul Castro. Au-delà des mesures destinées à renforcer les pressions économiques, le rapport prône l'assistance aux groupes de dissidents et la constitution d'une coalition internationale anticastriste. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils appuieront des conférences et des ONG dans les pays tiers, afin de renforcer les dénonciations des violations des droits de l'homme et de peser sur les ressources économiques de l'île, en particulier le tourisme. En 2005, le plan des Etats-Unis pour une transition politique à Cuba, est entré dans une nouvelle phase². Un « bureau de reconstruction et de stabilisation » fut créé par l'administration Bush au sein du département d'Etat pour prévenir et intervenir dans les situations post-conflit. Condoleeza Rice, secrétaire d'Etat a nommé Caleb Mc Carry, en tant que coordinateur de la transition à Cuba. Sa nomination figure parmi les recommandations de la commission d'assistance pour une Cuba libre, créée par G. Walter Bush « pour accélérer la fin de la tyrannie de Castro » en tentant de soutenir l'émergence d'un gouvernement démocratique à La Havane. Le projet inter-agence dans lequel est impliqué le département de la Défense a reconnu que la transition à Cuba pourrait ne pas être pacifique et que les Etats-Unis étaient capable de lancer une opération de reconstruction de la Nation. Un engagement global a été envisagé pour l'après-Castro. Une assistance immédiate a été prévue afin que les écoles restent ouvertes et soient fournies en personnel et matériel scolaire, qu'une distribution d'aliments et de médicaments et le paiement des retraites soient possibles. L'armée préoccupée par le risque d'un exode massif de réfugiés cubains s'intéresse aux plans de l'administration pour l'après-Castro. Les autorités militaires se sont pourtant inquiétés au vu des budgets limités accordé à McCarry et se demandent aujourd'hui si la Maison Blanche est réellement déterminée à réaliser cette mission.

¹ « Accélérer la transition à Cuba », www.state.gov/p/wha/rt/cuba/commission/2004/32238.htm

² Financial Times, Washington, 1^{er} novembre 2005.

3 Le dessein américain d'une intégration économique globale

Dans une réflexion globale à l'échelle de l'Amérique latine et centrale, les Etats-Unis ont toujours été tentés par une idée d'intégration continentale qui serait en fait un panaméricanisme à tendance sécuritaire ou économique.

Pendant la guerre froide, les Etats-Unis ont développé une politique continentale fondée sur la sécurité se traduisant par la création en 1948 de l'OEA¹. Il s'agissait de la première alliance défensive, basée sur le Traité interaméricain d'assistance réciproque en cas d'agression signé en 1947, seule instance continentale à associer Sud et Nord d'un même fuseau géopolitique. L'action des Etats-Unis avait à l'époque une forme très interventionniste. A partir de la révolution cubaine, le Président Kennedy lança son « Alliance pour le progrès » afin de permettre l'accroissement des investissements américains au sud. Dans le même sillage, les Etats-Unis ont favorisé depuis les années 90 un regroupement régional: l'ALENA². Cette association de libre-échange nord américain est l'ensemble régional le plus puissant du continent avec 380 millions d'habitants et 8000 milliards de dollars de PIB. Elle unit depuis 1992 dans un vaste marché économique le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. En se fixant le libre-échange comme la règle majeure, la circulation des biens et des capitaux est autorisée depuis 1998 avec le Canada et depuis 2003 avec le Mexique. Les Etats-Unis veulent poursuivre cette intégration à une échelle supérieure en s'appuyant sur « *l'initiative pour les Amériques* »³ lancée par G. Bush père⁴, qui promeut une zone de libre échange bi-hémisphérique : la ZLEA⁵ qui regrouperait 800 millions de personnes et 40% du PIB mondial. Le lancement fut effectué lors du premier Sommet des Amériques⁶ qui regroupait 34 pays, excluant Cuba sur un critère démocratique.

Cependant une opposition s'est structurée selon deux directions. D'une part, une alternative libérale à l'échelle du sous-continent latino-américain : le MERCOSUR⁷, existe depuis 1995, excluant les Etats-Unis. D'autre part après la multiplication des manifestations anti-ALENA, est venu le temps des contre-propositions. En effet, avant la rencontre officielle de 2004, la troisième rencontre hémisphérique contre la ZLEA s'est tenue à Cuba regroupant 1230 représentants provenant de 35 pays, membres d'organisations sociales et politiques. A l'initiative du Président du Venezuela : monsieur Chavez, y fut discutée la mise en place d'une ALBA,

¹ Organisation des Etats américains dont l'ancêtre fut l'Union panaméricaine fondée en 1890

² Ou NAFTA

³ Anne-Laure Amilhat-Szary « *Géopolitique et frontières en Amérique latine* » Université Grenoble 1

⁴ Discours du 27 juin 1990.

⁵ ZLEA ou ALCA

⁶ Miami 1994.

⁷ Le marché du cône sud

l'Alternative bolivarienne. Ainsi un axe Chavez-Castro s'afficherait de façon de plus en plus explicite perturbant la prospective continentale nord-américaine. Donnant du poids aux initiatives indépendantes, ce rapprochement viserait à structurer une communauté latino-américaine au sens large. Il est difficile de dire avec quel esprit de suite et sous l'effet de quelles circonstances mais Cuba se rapprocherait manifestement des pays de la région qui miseraient sur une économie à vocation sociale sans renier le capitalisme: voie choisie par le Brésil, le Venezuela, la Bolivie et maintenant le Nicaragua après la victoire de Daniel Ortega. De surcroît, si les chinois investissent déjà des centaines de millions de dollars dans les mines de nickel, le Venezuela fournit à La Havane du pétrole à prix préférentiel. Par conséquent, « Cuba ne semblerait pas près de devenir le cinquante et unième Etats des Etats-Unis »¹.

Ces évolutions récentes bousculent quelque peu le projet des Etats-Unis. Néanmoins, l'issue de la transition politique à Cuba dans un processus démocratique pourrait, sous réserve de levée d'embargo, non seulement permettre aux Etats-Unis de récupérer un marché régional mais aussi de renforcer leur dessein géopolitique en intégrant à terme l'archipel dans la ZLEA. En attendant qu'une telle option devienne réalité, les Etats-Unis n'hésiteront pas à multiplier des accords bilatéraux avec Cuba dans les domaines diplomatiques et commerciaux afin de faire concurrence aux initiatives économiques des pays latino-américains. L'île deviendrait un enjeu contemporain de l'intégration autour de laquelle s'affronteraient à court terme les rivalités et les recherches d'un leadership régional. Une quelconque planification ne permet pas cependant d'estomper la prise en compte de paramètres internes à Cuba sur lesquels la politique étrangère américaine n'a que peu d'influence.

II FACE A DES PERSPECTIVES VARIEES

La politique étrangère américaine doit nécessairement appréhender les orientations internes qui divergeraient des planifications de Washington.

1 Raul Castro : une succession probable où l'essor d'un « modèle chinois ou vietnamien » ?

Les experts tentent de prévoir l'après-Castro, un exercice rendu aléatoire en raison de l'opacité des jeux de pouvoir à La Havane et de la volonté des Etats-Unis de guider fermement la transition cubaine. Personne n'est vraiment sûr des postulats sur lesquels se fondent ces supputations. Le degré d'adhésion de la population à la révolution, l'influence des groupes dissidents, les loyautés de la bureaucratie et des forces armées, enfin l'état de santé de Fidel Castro restent des énigmes. Les scénarios diffèrent selon l'objectif recherché en priorité: une

¹ Saliba Frédéric « *L'infidélité à Fidel s'amorce* » Challenges n°64 du 25 au 31 janvier 2007, P34

transition qui ne déstabiliserait pas la région ou une rapide démocratisation « à l'occidentale » ? Rupture, réforme graduelle ou perpétuation du régime, les scénarios demeurent variés.

Dans le cadre de la rupture, le putsch est concevable. Une fraction de l'armée anticiperait et prendrait le pouvoir contre les frères Castro. Ce scénario a été évoqué lors de l'affaire Ochoa en 1989¹. Depuis lors, le régime a veillé à purger l'armée et « les services » afin d'assurer une totale loyauté. Les militaires sont toutefois les principaux bénéficiaires des investissements étrangers et pourraient devenir les « oligarques » de l'après-Castro, dans le cadre d'un système « à la russe », fondé sur l'accaparement privé des richesses et l'explosion des inégalités. Cependant le risque « haïtien » ne peut également être exclu. La disparition de Castro pourrait déclencher l'explosion des passions et des haines contenues dans les esprits cubains. Règlement de compte et chaos pourraient s'ensuivre. Cette option semble peu probable, étant donné le degré de contrôle exercé par les services de sécurité et par l'armée, la préparation d'une transition contrôlée par le régime, l'apparente apathie de la population cubaine et la volonté de l'Eglise et de certains dissidents de calmer le jeu.

Plus graduellement, l'hypothèse d'une préparation de la transition par Castro lui-même vers un régime plus ouvert, autorisant les libertés civiles tout en organisant des élections aurait pu être un scénario idéal pour beaucoup, car il aurait permis une évolution progressive en favorisant de nouveaux rapports de force au sein de la nomenklatura et l'émergence d'une société civile. Mais cette option est devenue de plus en plus improbable car ces dernières années, le chef de l'Etat cubain a durci ses positions et Washington, de son côté, refuse tout rôle à Castro même converti à la démocratie libérale. En outre l'état de santé de ce dernier s'étant dégradé dans les dernières semaines ne lui permettra sans doute plus de reprendre l'initiative politique. Dans cette perspective, une « réforme à l'espagnole » pourrait être envisagée. Après la mort de Castro, l'establishment castriste refuserait de perpétuer le système et proposerait une transition menée par un de ses membres les plus « présentables », chargé de conduire le pays sans rupture vers un système démocratique classique. Ce scénario plausible poserait les premiers jalons d'un changement si Raul Castro s'éclipsait assez rapidement du pouvoir. Ainsi les dissidents modérés regarderaient du même coup, de préférence vers Madrid plutôt que vers Miami ou Washington. Toutefois, depuis la dernière hospitalisation de Fidel Castro, les observateurs tablent sur le passage du bâton à Raul Castro : le frère de Fidel comme le souligne Brian Latell², chercheur à

¹ Castro fait arrêter le général Ochoa, héros de la guerre d'Angola, accusé de trafic de drogue. Il sera fusillé le 13 juillet 1989 avec trois de ses compagnons.

² Brian Latell a été Directeur national des services de renseignement pour l'Amérique latine de 1990 à 1994.

l'Institut des études américano-cubaine à l'université de Miami dans son ouvrage¹ « *After Fidel the Inside Story of Castro's Regime and Cuba's Next Leader.* ² ». Raul Castro, frère cadet de Fidel était l'homme de l'ombre. Bras droit de ce-dernier, il est le deuxième secrétaire du Parti communiste, premier vice président du Conseil d'Etat. Au grade de général, il est le patron de l'armée et des forces de sécurité. Pour une grande majorité des cubains, Raul possède une légitimité certaine pour remplacer son frère, à défaut d'en avoir le charisme. Malgré sa longue trajectoire au sommet de l'Etat, il reste assez énigmatique. Sur le plan des idées, les experts pensent que la politique de celui-ci reposerait à terme sur une direction plus collégiale du pays sous tutelle. Il a annoncé en juin 2006 « Seul le Parti communiste dans son ensemble sera le digne héritier de la confiance déposée par le peuple en Fidel Castro ». Il apparaît en outre plus pragmatique. Dès 2001, il déclarait déjà qu'il souhaitait normaliser les relations de Cuba avec l'ennemi juré de son frère, les Etats-Unis. Oscar Espinosa Chepe, un économiste indépendant condamné en 2003 à 20 ans de prison, puis libéré en décembre 2004 a estimé que Raul pourrait être le Deng Xiaoping de Cuba en référence aux ouvertures économiques mises en place par le dirigeant chinois dans les années 80. Ainsi même si cette option est rejetée par la loi Helms-Burton, elle permettrait d'éviter un emballement de la transition qui provoquerait des problèmes de sécurité et de migration aux conséquences imprévisibles. Dans ce contexte, le « modèle chinois ou vietnamien », une introduction de réformes économiques sous la conduite du parti communiste et sans relâchement de l'autoritarisme étatique, apparaîtrait comme le scénario le plus probable et le plus rassurant. Il permettrait par exemple l'apparition progressive de la petite propriété privée, mais en maintenant simultanément un contrôle politique et économique strict, de sorte que la situation ne risque pas d'échapper au contrôle de la nouvelle oligarchie. Même si elle ne résout toujours pas la question cruciale de la démocratie, cette option est quand même souhaitée par une partie croissante de la population. Cette formule se conjuguerait avec une plus grande implication du Parti dont les structures ont été récemment renforcées afin d'institutionnaliser le système et de garantir la continuité du « castrisme sans Castro ». En parallèle du plan de transition préparé par les Etats-Unis, un plan de succession interne se mettrait donc en place à Cuba après un enterrement en grande pompe de Fidel Castro et de la déclaration publique d'adhésion inébranlable à la mémoire et à l'idéologie du Lider Maximo. L'étude de ces scénarios montre combien ces derniers peuvent s'écarter des prévisions de Washington. Leur variété représente un paramètre non négligeable pour les Etats-Unis qui

¹ Après Fidel. Histoire interne de l'appareil castriste et du prochain dirigeant de Cuba (aux éditions Palgrave Macmillan 2006)

² A.G « Raul Castro a obéi à Fidel toute sa vie » : *l'express* N°2887, semaine du 2 au 8 novembre 2006.

prôneraient une transition favorisant la stabilité régionale et la démocratie. Le gouvernement Bush rejette pourtant officiellement toute succession dans le cadre du régime actuel malgré les propositions de normalisation des relations faites par Raul Castro en décembre 2006.

2 Des divergences de la position européenne

Les Etats-Unis pourraient tenir compte dans leur stratégie de la vision de l'Europe, autre acteur d'influence à l'égard de Cuba.

Certes face aux Etats-Unis, l'Union européenne reste parfois divisée en interne sur le dossier cubain. L'Espagne, qui souhaite améliorer ses relations avec l'île est critiquée par Washington pour son exportation d'arme vers le Venezuela et n'ose plus prendre trop d'initiatives. La République tchèque et la Pologne suivent aveuglément la politique des Etats-Unis. Le gouvernement allemand actuel ne veut pas risquer de mettre à mal ses nouvelles relations avec le président Bush pour Cuba. Mais une position commune de l'UE a été adoptée à cause du vote de la Loi Helms-Burton qui menaçait de porter directement atteinte aux intérêts européens à Cuba.

Toutefois, la politique suivie par l'administration Bush n'a pas permis de rapprochement. En effet selon les vues européennes, la création en 2004 du poste de « coordinateur de la transition cubaine » au sein du département d'Etat implique une approche trop activiste et ne correspondrait pas à la réalité à Cuba. Alors que les Etats-Unis favorisent une politique de rupture par rapport au régime castriste, l'Europe préfère promouvoir une réforme démocratique et une transition plus douce, qui émaneraient de changement au sein du gouvernement actuel. Contrairement à sa politique générale de promotion de la démocratie qui s'appuie sur le renforcement de la société civile, l'UE privilégie la stratégie inverse à Cuba. Elle discute avec le gouvernement, en accueillant par exemple Cuba aux Sommets entre l'UE et l'Amérique latine comme en mai 2006 à Vienne. Cette approche lui permet d'avoir une vision moins partielle que les Etats-Unis qui agissent de l'extérieure en appuyant les groupes dissidents.

En fin de compte, les divisions internes et les politiques contradictoires annulent mutuellement les politiques américaines et européennes au bénéfice de Fidel Castro. La voie américaine : sanctions économiques, isolement diplomatique et appui à l'opposition, contribue à l'échec de l'approche européenne qui vise à faciliter une ouverture à Cuba par le dialogue et l'engagement économique. Paradoxalement, en devenant l'un des principaux partenaires économiques de l'île, l'UE sape les effets que les Etats-Unis prétendent provoquer avec l'embargo et les sanctions.

Selon Susanne Gratius¹, « Les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas sur la même longueur d'onde, la neutralisation de leur politique déphasée nuit à l'ouverture démocratique à Cuba »².

Dans la mesure où les Etats-Unis entretiennent un dialogue régulier avec Cuba sur les questions migratoires et la lutte contre la drogue, ils pourraient également trouver des points de convergence avec l'Europe qui permettraient du même coup à tous les partenaires européens d'avoir entre eux une vision commune plus claire. Les Etats-Unis et l'Europe pourraient mener une politique de consensus plus cohérente axée sur l'avenir. Afin d'éviter un scénario de rupture, ils chercheraient à renforcer les modérés au sein d'un pouvoir qui est loin d'être monolithique et dans une opposition qui reste encore très diverse et divisée. Cette politique stimulerait ainsi le développement d'une transition élaborée à l'intérieur de Cuba en encourageant la réconciliation entre les cubains. L'enjeu des Etats-Unis résiderait à l'égard de son partenaire européen dans la suppression des rivalités afin de promouvoir par la voie multilatérale des changements dans l'île.

3 Vers un ajustement nécessaire de la politique américaine

La politique étrangère des Etats-Unis devrait changer de profil. Elle pourrait mieux intégrer le choix cubain et faire preuve de plus d'ouverture en tenant compte de la diversité des sensibilités internes dans l'île.

Certes la commission américaine sur Cuba a publié un nouveau plan en juillet 2006 insistant sur le fait que son objectif était plutôt l'assistance à porter aux Cubains sur l'île. Ce rapport fait en effet preuve d'adaptation en soulignant que la solution dans la transition devrait venir des Cubains eux-mêmes et que les Etats-Unis se tiendraient prêts toutefois à soutenir leurs initiatives. Mais derrière cela persistent une série de recommandations, allant de la réorganisation de l'économie et de l'éducation jusqu'à la tenue d'élections multipartites. L'objectif principal est d'empêcher simplement la succession en faisant appel aux citoyens cubains et à la communauté internationale pour rejeter le gouvernement qui serait mis en place dans le cadre de la constitution cubaine, afin d'en exiger la formation d'un nouveau.

Mais les Etats-Unis sous-estimeraient encore l'image néfaste transmise par leur politique d'ingérence qui aggrave la dépendance et le ressentiment au sein des populations latino-américaine. Vu des bidonvilles d'El Alto³ ou de Nezahualcoyolt¹, les « acquis de la révolution

¹ Susanne Gratius est chercheuse au programme de démocratisation de la Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur. Elle a travaillé pour l'Institut des relations euro-latino-américaines (IRELA, Madrid)

² Susanne Gratius « Europe : un pas en avant, un pas en arrière » enjeux internationaux, n°13 troisième trimestre 2006 p38

³ Bolivie

cubaine », même s'ils sont menacés par la crise économique et par un retour des inégalités au bénéfice d'une puissante nomenklatura castriste, séduiraient davantage qu'une démocratie à l'occidentale qui a imprudemment lié son sort au modèle économique néolibéral et à ses recettes de privatisation et de libéralisation. L'attrait du castrisme se fonderait sur la rébellion et sur le dogmatisme dans un étrange ballet entre l'indépendance et l'alignement. « Le fidélisme est [...] un pouvoir d'un autre temps, [...] inspiré aussi bien par les monarchies absolues du 15^{ème} siècle que par les dictateurs latino-américains du 18^{ème} siècle, le tout concentré au sein de structures totalitaires du 20^{ème} siècle »². Fidel Castro assure la continuité du régime et incarne l'ordre dans la société. Il a appris aux Cubains la fierté nationale et la dignité, composantes essentielles en Amérique latine pour l'identification émotionnelle des individus à un pays, à leurs dirigeants et à leur action. Les manœuvres de Washington permettent au régime de Castro de se présenter comme le défenseur de l'héritage de la révolution. Celui-ci a mobilisé la population contre les Etats-Unis et écarté la dissidence de l'espace public. La politique nord-américaine semble renforcer le pouvoir de Castro et de tout ce qui œuvre dans le sens de la protection du régime au sein de l'appareil d'Etat.

D'ailleurs, le rôle de l'armée cubaine s'en voit accru dans la hiérarchie du pouvoir. Si le Pentagone a estimé dans un rapport en 1997 que l'armée cubaine ne représenterait plus un risque grave³ elle reste encore composée de 180000 soldats réguliers et d'autant de réservistes. L'île s'appuie sur un a deux millions de miliciens mobilisables en cas de conflit armé. Cuba compte sur sa position géographique et son système de défense. « Tunnels et caches d'armes sont répartis dans les principales villes. Les chars sont déployés sur les lieux stratégiques pour parer à toutes éventualités. Le pays est quadrillé par un réseau de 1400 zones de défense, le tout encadré par un système sous-terrain de télécommunication ».⁴ Afin de mener le combat contre un ennemi supérieur en nombre et équipement, une guerre de nature asymétrique comme la « guérilla » ou le sabotage simple des convois transitant par le détroit de Floride seraient privilégiés à l'affrontement direct. La politique nord-américaine est encore un facteur de mobilisation de la population en faveur du régime. La « bataille des idées »⁵ et la construction du « peuple ⁶ » cubain se sont faites en effet contre les Etats-Unis.

¹ Mexico

² Maxime Michaut « *Cuba : l'encadrement idéologique et social face à la politique de déstabilisation des Etats-Unis* », Edition L'harmattan, p55.

³ Olivier Languepin, « *Cuba, la faillite d'une utopie* », Paris, Gallimard, 1999, p76

⁴ Jacobo Machover, *Cuba, totalitarisme tropical*, Paris, Buchet/Chastel, 2004, p110

⁵ « la bataille des idées » débute en 1999 ave l'affaire Elian et se maintient autour de la lutte contre l'impérialisme américain et le droit cubain à l'indépendance nationale.

⁶ L'honneur et l'unité sont les thèmes récurrents favorisant le patriotisme cubain.

L'administration s'accroche à l'embargo, car elle continue de croire que le départ de Castro débouchera sur un changement radical et immédiat. Cependant le projet de transition pour Cuba de l'Université de Miami, financé par l'USAID¹ est arrivé à la conclusion que même si Castro décède, il est probable qu'aucun changement immédiat ne surviendra dans l'orientation politique fondamentale du gouvernement cubain. Une nouvelle génération de dirigeants dont Raul Castro lui-même est en place et bon nombre semblent fidèles aux « principes révolutionnaires ». Dans son essai intitulé « *Cuba after Castro* », Jaime Suchlicki, directeur du projet de transition pour Cuba et partisan de l'embargo estime que les entreprises publiques, la bureaucratie gouvernementale et les autres institutions cubaines sont puissantes et que la loyauté des forces armées semble fort probable et que la dissidence cubaine est faible et incapable de représenter un défi réel pour les autorités.

En outre, après des années d'isolement, Fidel Castro a trouvé en Chavez, président du Venezuela réélu en décembre 2006 un véritable allié. La politique cubaine qui consistait aux débuts de la révolution, à orchestrer une résistance mondiale aux tendances impérialistes, se trouve ressuscitée. Les Etats-Unis peuvent voir s'échapper la maîtrise de la transition politique par une reconstruction de l'unité latino-américaine. La signature en mai 2006 d'un Traité commercial des peuples (TCP) entre le Venezuela, Cuba et la Bolivie, a l'ambition de symboliser cette approche de l'intégration, basée sur la complémentarité des productions, les transferts de technologie et la solidarité entre les peuples. En plus de Castro et du président bolivarien Evo Morales, ce projet alternatif bénéficie de vastes réseaux d'organisations de la société civile mobilisées à travers le continent. Chavez offre à Castro (et à son successeur) une véritable cure de jouvence politique, bienvenue dans le contexte d'une fin de règne qui suscite tensions et durcissement de régime.

Ainsi en se soustrayant à l'influence des politiques extrêmes en évitant de susciter une crise majeure, sans exclure à moyen terme une levée de l'embargo, Washington pourrait saisir l'opportunité d'une ouverture par le biais du pragmatisme de Raul Castro. Il est en effet peu probable que le peuple cubain, pas plus que la communauté internationale ne s'opposent frontalement au régime de succession. Les changements risquent donc de se produire lentement, notamment dans l'instauration d'une démocratie authentique. Ils seront le fruit d'un processus interne et pas d'une recette imposée de l'extérieure. Osvaldo Paya, un des dirigeants de la dissidence cubaine déclarait d'ailleurs « nous n'accepterons pas les programmes de transition concoctés à l'extérieur de Cuba ». Il semble ainsi que les Etats-Unis en situation d'attente seraient dans la possibilité de relancer un dialogue prudent. Une délégation de parlementaires constituée de démocrates et de républicains a d'ailleurs estimé lors de leur visite en décembre

¹ Agence américaine d'aide au développement international

2006 que les Etats-Unis devaient répondre positivement à la proposition faite par Raul Castro. Ce dernier avait offert aux Etats-Unis lors du 50^{ème} anniversaire des forces armées cubaines de « résoudre à la table des négociations le différend prolongé entre les Etats-Unis et Cuba »¹. La délégation s'est entretenue avec plusieurs des principaux responsables cubains, dont le président du Parlement Ricardo Alarcon, le chef de la diplomatie Felipe Perez Roque, le chef des relations internationales du parti communiste cubain Fernando Ramirez et le président de la banque centrale Francisco Soberon. Cette amorce de dialogue initial sur des sujets convergents comme l'immigration, la recherche de fugitifs par la justice des deux pays et l'impact écologique de la recherche pétrolière reste la meilleure voie pour permettre aux Etats-Unis de profiter des dividendes de la transition. Simultanément ils ne doivent pourtant pas perdre de vue que chercher à précipiter la transition à Cuba serait inadapté car celle-ci démantèlerait les institutions existantes, en bouleversant le fonctionnement de la société civile.

Ainsi en ce début d'année 2007, alors que Fidel Castro connaît des ennuis de santé, les autorités ne parlent plus de son retour au pouvoir. Le dilemme qui subsiste est de savoir quelle sera exactement la réaction de la population cubaine après son départ prochain ? En effet force est de constater que l'effacement de Fidel Castro n'a pas encore provoqué de troubles majeurs dans l'île. Les ennemis de Castro en exil prédisent que la fin de son règne provoquera des scènes de liesse dans les rues de La Havane, un exode massif et une transition rapide vers une économie de marché et une démocratie de type américaine. Pourtant six mois après le transfert du pouvoir à son frère, la vie n'a guère changé. Les cubains vaquent à leur occupation. Des signes de changement politique imminent ne sont d'ailleurs pas encore ressentis. Il semble que les responsables cubains ont déjà fait ce que leurs ennemis considéraient comme impossible : la construction d'un système post-castriste. Néanmoins, un peuple aspirant à une meilleure vie matérielle occasionnera sans nul doute à terme des changements sensibles car malgré un mythe entretenu par la propagande la société cubaine n'est pas monolithique.

¹ <http://www.ledevoir.com/2006/12/19/125318.html>

CONCLUSION

Les fondements géographiques, historiques et culturels ont toujours déterminé l'intérêt des Etats-Unis pour Cuba. Washington n'a jamais perdu de vue les enjeux stratégiques et économiques de l'île. Influencées par des facteurs idéologiques ou des pressions internes, les contradictions de la politique américaine n'en cachent pas moins le caractère intéressé des Etats-Unis à l'égard de Cuba. L'occupation au début du XXème siècle, la guerre froide, les opérations de déstabilisation ou de subversion révèlent combien les Etats-Unis recherchent l'attitude adéquate face à l'évolution particulièrement singulière de l'île afin de préserver leur pré-carré d'influence. Maintenir une hégémonie en conservant la stabilité régionale demeure un objectif crucial. Cette préoccupation ne fait d'ailleurs que s'accroître dans cette période de transition, obligeant le gouvernement américain à s'interroger sur la poursuite du maintien de l'embargo et de la meilleure posture à adopter à l'égard de Raul Castro. Sans perdre la face mais en votant la levée de l'embargo, la réussite politique américaine résiderait dans une présence « mesurée et acceptée » afin de se garantir les dividendes de la transition en cours.

Bien que la prépondérance des Etats-Unis soit réelle, reconnaît le président du Groupe d'études cubaines, Carlos Saladrigas, la victoire démocrate aux élections d'octobre 2006 et la main tendue de Raul Castro pourraient à court terme infléchir la stratégie américaine dans le processus politique. Selon des vues espagnoles ; Inigo Moré, le directeur du cabinet de conseil Mercados Emergentes a souligné qu'à un moment où plus de la moitié de l'Amérique latine se rapprochait idéologiquement de La Havane, il était peu probable qu'une démocratie libérale à l'américaine s'installe à Cuba. En effet, si tout le monde sait que la transition est inévitable, un modèle clé en main est difficilement applicable à la situation cubaine. Celle-ci ne correspond ni à la situation des ex-pays de l'Est, ni à celle des transitions démocratiques des dictatures latino américaines. Il ne s'agit pas de bousculer un simple dictateur à la solde d'une puissance étrangère mais de mettre fin à une expérience révolutionnaire et populaire qui a mobilisé en son temps des millions de personnes. Réduire la révolution cubaine à sa composante marxiste serait une erreur : le nationalisme cubain, incarné de fait par Castro reste la clé de voûte du régime. Résister à la pression extérieure pour ne pas voir s'imposer un schéma de transition sous forme de protectorat dirigé par les Etats-Unis fédère encore les énergies. Le régime à bout de souffle est ainsi toujours prêt à répondre aux visées revanchardes et annexionnistes des ultras de Miami soutenus par Washington. Pour faire face à toute opposition, en arrière plan, la relève est prête. Le Parti communiste a déjà installé dans les sphères du pouvoir une équipe de quadras et de technocrates autour de Carlos Lage ou de Ricardo Alarcon qui ont dirigé la mise en place de la nouvelle politique économique.

Par conséquent dans cette conjoncture, un assouplissement de la position américaine serait pertinent. Les Etats-Unis tiendraient compte d'une part de la réalité politique selon laquelle « les cubains seraient les acteurs de la transition, et non pas Washington ou Miami », idée défendue par Adolfo Franco¹. Mais ce virage politique n'en empêcherait pas moins Washington de saisir les opportunités économiques car « Raul Castro sait que le socialisme ne survivra pas en l'état à son père fondateur et que le pays devra s'ouvrir pour stimuler une économie en difficulté »². Pour mener en fait à bien pacifiquement cette transformation, ce dernier aura en effet besoin de normaliser ses relations avec les Etats-Unis. Pour atteindre cet objectif qui inclurait à terme la levée de l'embargo, il pourrait proposer à Washington : le contrôle de l'émigration clandestine, la surveillance sur le trafic de drogue et une diminution du rôle de Cuba comme étendard de la lutte anticapitaliste et antiaméricaine.

Cette orientation refléterait les idées de Francis Fukuyama issues de son dernier ouvrage³. Ce dernier propose en effet une voie modérée et réaliste de promotion de la démocratie. Persuadé que certains problèmes politiques ne peuvent se résoudre que par un changement de régime, il plaide cependant pour une plus grande modestie et davantage de prudence dans la manière dont les Etats-Unis exercent leur pouvoir. Un « wilsonisme réaliste⁴ », permettraient aux Etats-Unis de conduire une politique étrangère plus multilatérale et d'une certaine façon plus légitime sur le plan international.

¹ Directeur de l'Agence internationale des Etats-Unis pour le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes

² Saliba Frédéric « *l'infidélité à Fidel s'amorce* » Challenge n°64 du 25 au 31 janvier 2007, p34

³ Francis Fukuyama « *After the Neocons, America at the Crossroads* » Profile Books, London, 2006.

⁴ Le wilsonisme fait référence au président américain Woodrow Wilson (1913-1921) qui proposa en 1918 ses Quatorze points pour la promotion de la paix et de la démocratie dans le monde. Il sera à l'origine de la Société de la Société des nations, ancêtre de l'ONU.

ANNEXE 1

Chronologie sélective de l'histoire de Cuba

- 1492 : Découverte de Cuba par Christophe Colomb
- 1868-1878 : Première guerre d'indépendance
- 1886 : Abolition de l'esclavage
- 1895-1898 : Deuxième guerre d'indépendance, intervention nord-américaine et défaite des troupes espagnoles
- 1898-1902 : Occupation nord-américaine
- 1906-1908 : Nouvelle occupation nord-américaine
- 1933 : Renversement du dictateur Machado par le progressiste Grau San Martin
- 1934 : Premier coup d'Etat de Batista
- 1940 : Première constitution démocratique
- 1940-1944 : Mandat de Batista, légalement élu
- 1952 : Deuxième coup d'Etat de Batista
- 1953 : Echec de l'attaque de la caserne de la Moncada par Fidel Castro et ses hommes. Fidel Castro est arrêté et condamné.
- 1955 : Fidel Castro, libéré part en exil au Mexique
- 1956 : Débarquement clandestin de Castro et de 80 hommes dans l'est du pays.
- 1957-1958: Guerrilla dans la Sierra Maestra
- 1959: Victoire de Fidel Castro. L'armée rebelle entre à la Havane.
- 1960 : Nationalisation de tous les biens nord-américains, embargo des Etats-Unis contre Cuba.
- 1961 : Tentative d'invasion d'exilés cubains encadrés par la CIA qui se solde par l'échec de « la baie des cochons ».
- 1962 : Cuba est exclu de l'OEA (Organisation des Etats Américains). Crise des fusées entre Cuba et les Etats-Unis.
- 1965 : Création du PCC (Parti Communiste Cubain).
- 1967 : Mort de Che Guevara, exécuté en Bolivie.
- 1972 : Cuba devient membre du COMECON (marché commun des pays de l'Est).
- 1975 : début de l'intervention en Angola.
- 1977 : Intervention cubaine en Ethiopie
- 1979 : Réunion des pays non aligné à la Havane. Castro obtient la présidence du mouvement.

- 1980 : 130000 Cubains s'enfuient par le port de Mariel.
- 1985 : Cuba suspend le paiement de sa dette extérieure.
- 1987 : Victoire cubaine en Angola.
- 1989 : Affaire Ochoa : procès et exécution du général Ochoa et d'autres officiers cubains pour trafic de drogue.
- 1992 : Loi Torricelli renforçant l'embargo. 500000 touristes à Cuba.
- 1993 : Légalisation du dollar.
- 1994 : Crise des *balseros* : 30000 cubains quittent l'île sur des radeaux de fortune.
- 1996 : Deux avions appartenant à « Frères au secours » (*Hermanos al Rescate*) sont abattus. Signature par le président Clinton de la loi « Helms-Burton » renforçant l'embargo.
- 1997 : 1 million de touriste à Cuba.
- 1998 : Visite du Pape.
- 1999 : Condamnation de quatre dissidents à des peines de trois à cinq années de prison. Sommet ibéro-américain à La Havane. En novembre débute « l'affaire Elian Gonzalez ».
- 2000 : En juin, Elian est autorisé à rejoindre son père à Cuba après une longue bataille juridique. Election contestée de G.W Bush en tant que Président des Etats-Unis après sa victoire en Floride, notamment grâce au « vote cubain ».
- 2001 : Au cours d'un discours, Fidel Castro est victime d'un malaise. La question de sa succession et de son état de santé est relancée. En novembre, l'ouragan Michelle frappe Cuba. Les Etats-Unis exportent de la nourriture à Cuba pour la première fois depuis plus de 40 ans pour aider Cuba à faire face aux dégâts.
- 2002 : Arrivée des premiers prisonniers d'AL Qaeda en provenance d'Afghanistan sur la base américaine de Guantanamo.
- Crise diplomatique après la condamnation de Cuba par la commission des droits de l'homme de l'ONU. Visite historique à Cuba de Jimmy Carter, premier ancien Président des Etats-Unis à venir à Cuba depuis la Révolution.
- 2003 : La répression s'accroît à Cuba : 75 dissidents et journalistes sont condamnés à de lourdes peines de prison. Exécution des trois jeunes cubains qui avaient tenté de détourner un bateau vers la Floride. Sanctions diplomatiques de l'Union Européenne contre Cuba.
- 2004 : Deux dirigeants de la dissidence, Elizardo Sanchez et Vladimiro Roca, rendent public un programme en 36 points pour amorcer une transition démocratique. Nouvelles restrictions décidées par l'administration Bush. Les envois d'argent des exilés sont limités à 100 dollars par mois. Et les voyages familiaux à un tous les trois ans. Levée des sanctions diplomatiques par l'Union Européenne., mais les contacts avec la dissidence sont maintenus.

2006 : Fidel Castro est hospitalisé au printemps. Délégation temporaire du pouvoir à son frère Raul ministre de la défense comme le prévoit la Constitution. Nouvelle question sur la future transition politique. Octobre : majorité démocrate aux élections à la chambre des représentants et au Sénat. Dernière apparition de Fidel Castro à la télévision.

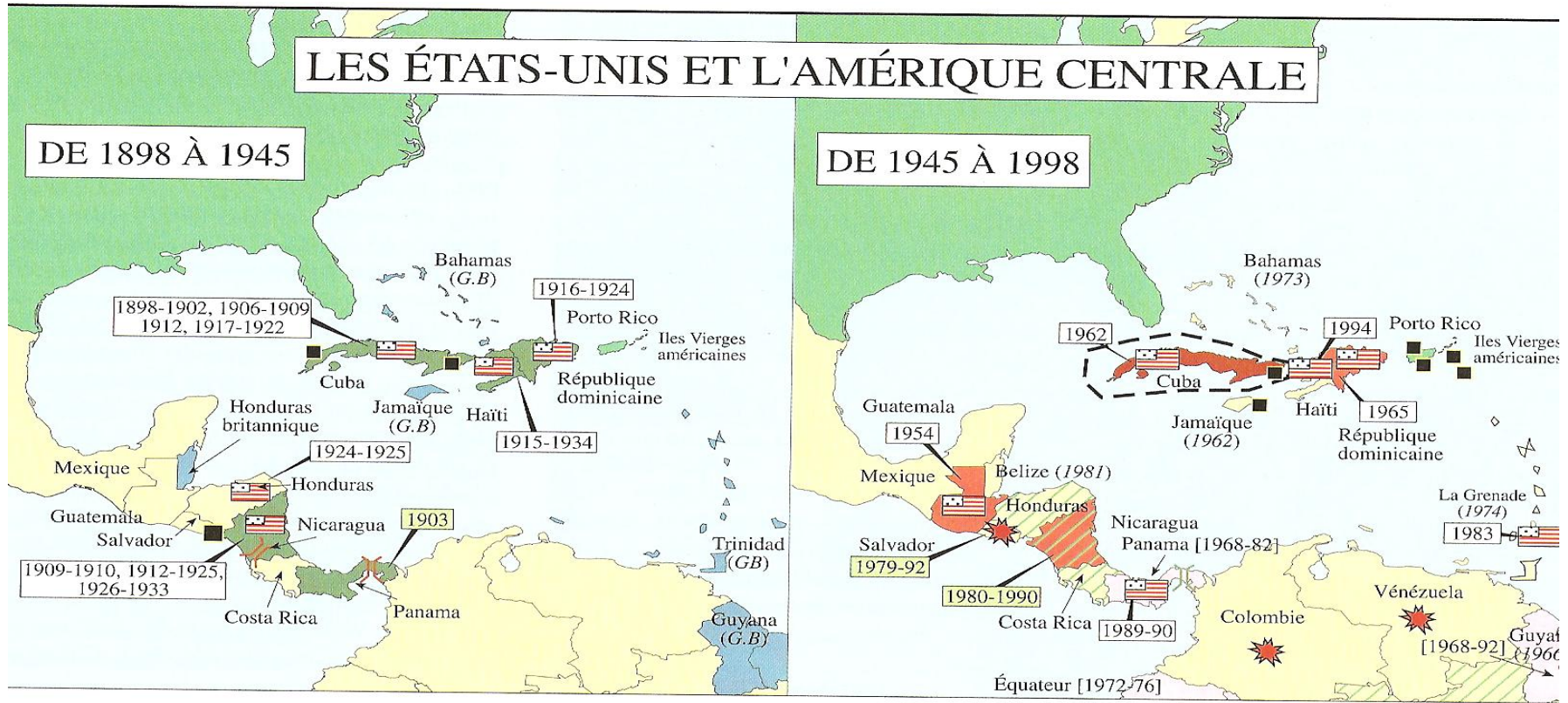
2 décembre 2006 : Raul Castro propose aux Etats-Unis de normaliser les relations américano-cubaines.

Fin décembre 2006 : Un médecin espagnol affirme que Fidel Castro possède toutes ses facultés intellectuelles et n'est pas atteint d'un cancer malgré son absence de la scène internationale.

30 janvier 2007 : Réapparition à la télévision de Fidel Castro en présence du président Chavez.









28 février 2007 : Conversation téléphonique de Fidel Castro avec le président Chavez dans une émission télévisée au Venezuela.

ANNEXE 2 : déploiement américain dans les Caraïbes.











Les relations des États-Unis et du bassin des Caraïbes 1898-1998

Nature des régimes politiques :

- | | | | |
|---|-------------------------------------|---|--|
|  | Les États-Unis et leurs dépendances |  | Pays antagoniste depuis 1960 |
|  | Protectorats américains |  | Renversement ou tentative de renversement d'un régime de gauche |
|  | Dépendances européennes |  | Pays ayant eu des gouvernements de gauche [dates] |
|  | Autres États |  | Mouvements de guérilla d'inspiration cubaine (actifs dans les années 1960) |

Nature des interventions américaines :

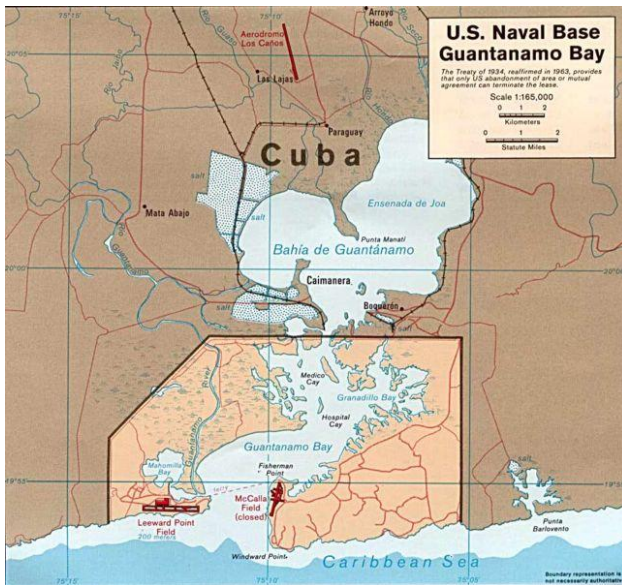
- | | | | |
|---|---------------------------------|---|--|
|  | directes |  | Acquisitions des droits de construction et d'exploitation de canal |
|  | |  | Présence des forces US jusqu'en 2000 (Traité de 1978) |
|  | indirectes |  | Bases navales américaines |
|  | Blocus américain autour de Cuba |  | Membres de la Force interaméricaine de maintien de la paix en Rép. dominicaine |

NB : Les dates entre parenthèses et en italique indiquent les dates d'indépendance

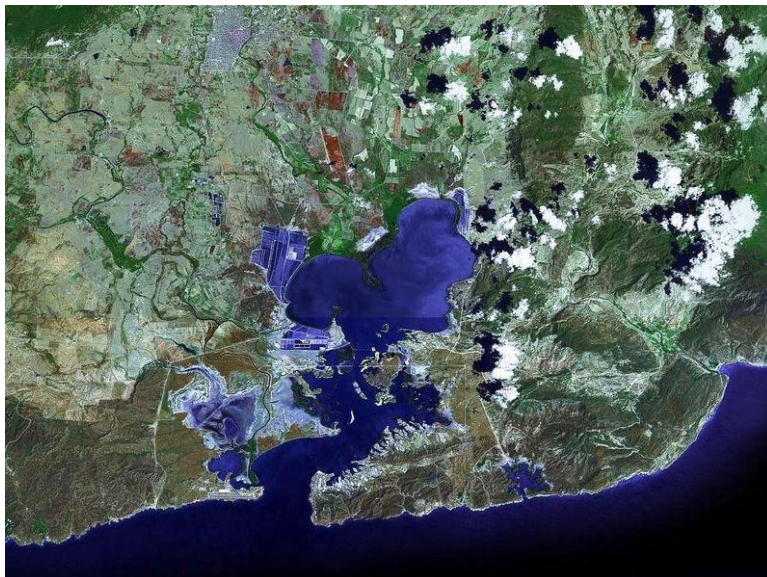
ANNEXE 3 : Base de Guantanamo.



Carte de Cuba et position de la base de Guantanamo



Carte de la baie de Guantanamo et de la base navale américaine



Carte satellite de la baie de Guantanamo et de son débouché sur la mer des Caraïbes

BIBLIOGRAPHIE

Entretien

Entretien avec l'Attaché Militaire-Adjoint, le lieutenant-colonel Jeffrey Kulmayer.
Ambassade des Etats-Unis le 15 novembre 2006.

Ouvrages en français

- ABRASSART Loïc, *Cuba. La révolution trahie*; Toulouse, Editions Les Essentiels Milan ; 2006.
- LANGUEPIN Olivier, *Cuba. La faillite d'une utopie*; Paris, Gallimard; 2002.
- LAMRANI Salim, *Cuba face à l'empire* ; Genève ; Editions Timeli ; 2006.
- LAMRANI Salim, *Washington contre Cuba. Un demi-siècle de terrorisme* ; Paris Le Temps des cerises, 2005.
- MICHAUT Maxime, *Cuba : l'encadrement idéologique et social face à la politique de déstabilisation des Etats-Unis* ; Paris ; L'Harmattan, 2006.
- MENENDEZ Mario, *Cuba, Haïti et l'interventionisme américain : un poids, deux mesures* ; Paris ; CNRS Editions 2005.
- SKIERKA Volker, *Fidel Castro « El Commandante »*; Paris; Editions Alvik 2004.
- MACHOVER Jacobo, *Cuba, totalitarisme tropical*, Paris, Buchet/Chastel; 2004.
- VILLANUEVA Michèle, *le peuple cubain aux prises avec son histoire, Qué Viva Cuba !* Paris l'Harmattan, 2004
- DOREL Gérard, *Atlas de l'empire américain* ; Paris ; Autrement, septembre 2006.
- MUSSET Alain, *Géopolitique des Amériques*, Paris ; Nathan, juin 2006.
- DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAÏSSE Justin, *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation*. Paris, Presse de Sciences Po. 2003
- HASSNER Pierre et VAÏSSE Justin, *Washington et le monde* ; Autrement ; 2003.
- RAMONET Ignacio, *Fidel Castro, Biographie à deux voix*, Fayard, galilée ; 2007
- TEJADA ET AL Aurelio, *Cuba, quelle transition ?* l'Harmattan ; 2001
- BLIN Arnaud, *Le désarroi de la puissance , les Etats-Unis vers la guerre permanente* Ligne de repères ; 2004.

Ouvrages en Anglais

- LATTEL Brian, *Alter Fidel. The Inside Store of Castro's Regime and Cuba's Next Leader*; New York; Palgrave/ Macmillan; 2005.

- BARDACH Ann Louise, *Cuba Confidential. The Extraordinary Tragedy of Cuba, its Revolution and its Exiles*; London, Penguin Books; 2002.
- FUKUYAMA Francis, *After the Neocons. America at the Crossroads*, London; Profile Books; 2006.

Articles de revues en français

- AMILHAT-SZARY Anne-Laure ; « Géopolitique et frontières en Amérique latine », *université Grenoble I*
- DERISBOURG Jean-Pierre ; « Cuba et les Etats-Unis », *Politique Etrangère*, n°1 ; 2000
- HABEL Janette, « Cuba-Etats-Unis : perpétuation de la guerre froide ? », *Revue internationale et stratégique*, n°31, automne 1998.
- GIANNI Mina, « Harcèlement des Etats-Unis, durcissement du régime. Cuba, le syndrome de l'île assiégée », *le Monde Diplomatique*, juin 2003.
- KAUFFMAN Sylvie, « Cuba-Etats-Unis : une relation dépassionnée », *Le Monde* du 11 mai 2000.
- DE BEER Patrice, « Cuba : en attendant les réformes », *Le monde dossier et documentaire* n°335-octobre 2004
- PARANAGUA Paulo, « Un embargo inefficace », *Le monde dossier et documentaire* n°335-octobre 2004
- BELTRAN Jacques, « Les Etats-Unis et le concept de states of concern : vers la fin du containment » ; *Institut Français des Relations Internationales (IFRI)*
- MARTHOZ Jean Paul « Miami Vice, l'autre dictature » et « Le meilleur des mondes » ; *enjeux internationaux* n°13 troisième trimestre 2006.
- SKIERKA Volker « Les scénarios de l'après-Castro », *enjeux internationaux* n°13 troisième trimestre 2006.
- WEINMANN Lissa « L'embargo qui isole Washington », *enjeux internationaux* n°13 troisième trimestre 2006.
- GRATIUS Susanne « Un pas en avant, un pas en arrière », *enjeux internationaux* n°13 troisième trimestre 2006.
- DABENE Olivier « Chavez, est-il l'avenir de Castro ? », *enjeux internationaux* n°13 troisième trimestre 2006.
- GOTT Richard « Cuba, transition en vue », *Courrier international* n°811 mai 2006.
- ROJAS Rafael « La recette de Fidel : changer pour durer », *Courrier international* n°811 mai 2006.

- MUNOZ Carmen « Les scénarios de l'après-Castro », *Courrier international* n°811, mai 2006.
- ROUSSELIN Pierre « Comment les cubains apprennent à vivre sans Fidel Castro » *Le Figaro* n°19389, 4 décembre 2006.
- Revue collective « Cuba, un castrisme sans Fidel », *Problèmes d'Amérique latine* Edition Choiseul ; décembre 2006.
- SALIBA Frédéric « l'infidélité à Fidel s'amorce », *Challenge* n°64 ; Janvier 2007.

Articles de revues en anglais

- « Les Etats-Unis renforcent, leurs plans pour une Cuba sans Castro » ; *Financial Times* ; Washington, 1^{er} novembre 2005
- « President Bush Announces Initiative for a new Cuba », *Fact sheet, office of the Press Secretary, The White House*, Washington DC, 19 mai 2002.
- “A Theater Strategy of Focused Cooperation and Mutual Security”, *United States Southern Command*.

Sources : site internet

- Sur la position stratégique de la base de Guantanamo
<http://www.nsgtmo.navy.mil/htmlpgs/mission.htm>
- Au sujet de la prison de Guantanamo
http://fr.wikipedia.org/wiki/Prison_de_Guantanamo
- Réflexion sur Cuba : géopolitique de l'utopie ; AFRI, volume II
http://www.afri-ct.org/article.php3?id_article=161
- Au sujet du rapport « Hastening Cuba's Transition »
<http://www.state.gov/p/wha/rt/cuba/commission/2004/32238.htm>
- Site officielle du ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis :
Historique des relations entre les Etats-Unis et Cuba entre 2001 et 2006
<http://www.state.gov/p/wha/ci/c2506.html>.
- Rappel de la situation à Cuba
<http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2886.htm>
- Site officielle des Etats-Unis de la Section des Intérêts Américains à la Havane
<http://usembassy.state.gov/havana/wwwhusc.html>.
- Site divers : RIA-Novosti-opinions –Cuba dans l'attente de changements
<http://frrian.ru/analysis/20070117/59214644.html>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : LES FONDEMENTS D'UNE RELATION.....	2
I DES ORIGINES GEOGRAPHIQUES ET DOCTRINALES.....	2
1 Proximité et insularité : une spécificité géographique.	2
2 Le verrouillage progressif des Caraïbes	3
3 Un destin cubain compromis	4
II A UNE PREOCCUPATION SECURITAIRE RECURRENTE.....	5
1 Interventionnisme et autonomie régentée.....	5
2 Politique du « bon voisinage » : une présence américaine en arrière plan...	7
3 La lutte anticommuniste et les revers d'une politique.	8
PARTIE 2 : DES INTERETS CONJONCTURELS QUI PERDURENT	10
I DES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES.....	10
1 Cuba, un enjeu commercial et financier.....	10
2 Les migrations cubaines : un volet politique à part entière	11
3 Stratégie castriste singulière et pressions des lobbies internes.....	13
II LA JUSTIFICATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE ACTUELLE ...	15
1 L'affrontement direct ou la stratégie de l'isolement.....	15
2 La subversion : un changement dans les modes d'action.....	16
3 Vers une remise en cause de l'embargo ?	18
PARTIE 3 : INQUIETUDE FACE A UNE TRANSITION INCERTAINE.....	20
I UNE VOLONTE D'EVITER LE CHAOS.	20
1 Une vision stratégique renforcée et adaptée.....	20
2 L'amorce d'une stratégie américaine de transition.	21
3 Le dessein américain d'une intégration économique globale.....	23
II FACE A DES PERSPECTIVES VARIEES	24
1 Raúl Castro : une succession probable où l'essor d'un modèle chinois ?	25
2 Des divergences de la position européenne.....	27
3 Vers un ajustement nécessaire de la politique américaine	28
CONCLUSION	32
ANNEXE 1 : Chronologie sélective de l'histoire de cuba	34
ANNEXE 2 : déploiement américain dans les Caraïbes.	37
ANNEXE 3 : Base de Guantanamo.	38
BIBLIOGRAPHIE	39